

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA

N° 70

4^{ème} trimestre 2025



Bénin



Burkina-Faso



Côte d'Ivoire



Guinée-Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo



Mars 2026

La note de conjoncture économique régionale dans l’UEMOA est une production trimestrielle du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure de la Commission de l’UEMOA dirigé, depuis mai 2021, par **Monsieur Mahamadou GADO**.

L’édition 70 de la note de conjoncture économique régionale a été préparée sous la supervision de :

- **Monsieur Kalidou THIAW**, Directeur de la prévision et des études économiques ;

par une équipe de la Direction de la Prévision et des études économiques composée de :

- **Monsieur Soumana HAROUNA IDE**, Chef de la Division de la prévision économique ;
- **Monsieur Abiboulaye MOUSSA**, Chef de la Division des études économiques ;
- **Monsieur Totas A. Joao CORREIA**, Chargé des prévisions et des études économiques ;
- **Monsieur Yao Eric KOUAKOU**, Chargé de l’Analyse d’impact des politiques et programmes ; et
- **Diabel DIOP**, Chargé des prévisions et des études économiques.

Avec des données collectées dans les Etats membres par les correspondants nationaux désignés ci-après :

- **Bénin : Monsieur Fabrice Mahouton GNIMAGNON** de la Direction Générale de l’Economie (DGE) ;
- **Burkina Faso : Monsieur Issaka NIANGAO** de l’Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) ;
- **Côte d’Ivoire : Monsieur Mamadou KONE** de la Direction Générale de l’Economie (DGE) ;
- **Guinée Bissau : Monsieur Moises Da SILVA** du Comité National de Politique Economique (CNPE-GB) ;
- **Mali : Monsieur Sédina Oumar MINTA** de l’Institut National de la Statistique (INSTAT) ;
- **Niger : Madame Zeynabou MALIKI** de l’Institut National de la Statistique (INS) ;
- **Sénégal : Monsieur Amath DIAGO** de l’Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) ; et
- **Togo : Monsieur Komi Venunye AGBOKA** de l’Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED).

Table des matières

Liste des tableaux.....	iii
Liste des graphiques	iii
Sigles et abréviations	iv
Résumé	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	3
1.1. Inflation dans les principales régions du monde	5
1.2. Cours des matières premières.....	6
2. Conjoncture dans la Zone UEMOA.....	11
2.1. Activité économique régionale.....	11
2.2. Evolution de l'inflation	17
2.3. Secteur extérieur	19
2.4. Finances publiques.....	24
2.5. Situation monétaire.....	26
3. Principaux faits marquants	29
3.1. Environnement international	29
3.2. Pays de l'UEMOA.....	30
Conclusion.....	32
ANNEXES	34

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollar.....	10
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2025/2026	13
Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction	18
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre.....	18
Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC	19
Tableau 6 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres au quatrième trimestre 2025 (en mds).	25
Tableau 7 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres au quatrième trimestre 2025 (en mds)	27

Liste des graphiques

Graphique 1: Taux de croissance économique dans les principales régions du monde.....	4
Graphique 2 : Evolution récente des cours du pétrole Brent et du gaz naturel.....	6
Graphique 3 : Evolution des cours de l'or	7
Graphique 4 : Evolution du cours du Cacao	9
Graphique 5 : Evolution et glissement annuel des cours moyens trimestriels des cafés Arabica et Robusta (en \$/Kg)	10
Graphique 6 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA.....	11

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CNPE	: Comité National de Politique Economique
DPE	: Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure
DPEE	: Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	: Réserve Fédérale des Etats-Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
ICCO	: Organisation internationale du Cacao
ICO	: Organisation internationale du café
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
INS	: Institut National de la Statistique
INStAD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie - Bénin
INSTAT	: Institut National de la Statistique - Mali
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
GNL	: Gaz naturel liquéfié
mds	: Milliards
nd	: Non disponible
PIB	: Produit Intérieur Brut
pp	: Points de pourcentage
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l’Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
YoY	: Glissement annuel d’une variable
ToT	: Variation trimestrielle

Résumé

L'**économie mondiale** a montré une résilience notable en 2025, malgré un contexte international marqué par des tensions commerciales accrues, un ralentissement de la demande mondiale et une forte volatilité des marchés de matières premières. Les prévisions du FMI (janvier 2026) indiquent une croissance mondiale stable autour de 3,3% en 2026, soutenue principalement par l'essor des technologies, notamment l'intelligence artificielle, même si les effets positifs de cet élan devraient progressivement s'atténuer. Les économies avancées évoluent à un rythme modéré, tandis que les pays émergents, en particulier la Chine, l'Inde et l'Afrique subsaharienne, restent les principaux moteurs de la croissance mondiale. En effet, en **Afrique subsaharienne**, la croissance devrait s'accélérer, passant de 4,4% en 2025 à 4,6% en 2026 et 2027, tirée par la stabilisation macroéconomique et les mesures de réforme dans plusieurs des principales puissances économiques du continent, notamment le Nigéria et l'Afrique du Sud. Parallèlement, l'**inflation mondiale** a poursuivi sa décrue, portée par le recul des prix de l'énergie et l'ajustement progressif de la demande. Elle est projetée à 3,8% en 2026 et à 3,4% en 2027, après 4,1% en 2025.

Au niveau de l'**UEMOA**, l'activité économique est restée dynamique, avec un taux de croissance régional estimé à 6,7% en 2025. Cette performance a été alimentée par l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers et gaziers, la solidité de la demande intérieure ainsi que la bonne tenue globale du secteur agricole, malgré des disparités entre États membres. La croissance a également été portée par les performances industrielles dans des pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo, grâce à la vigueur des industries extractives, manufacturières et énergétiques. L'inflation, quant à elle, a fortement ralenti dans l'Union. Après 3,5% en 2024, le taux d'inflation global est ressorti à 0,0% en 2025.

La balance commerciale régionale s'est significativement améliorée en 2025, portée par un bond spectaculaire des exportations (+46,6% sur l'année), essentiellement tirées par l'or, les hydrocarbures et certains produits agricoles. Dans le même temps, les importations ont progressé à un rythme beaucoup plus modéré, permettant au solde commercial de basculer vers un excédent record au quatrième trimestre. Ainsi, sur l'année 2025, le solde commercial de l'Union a connu une hausse remarquable de 3 183,9 mds.

Concernant l'exécution budgétaire, l'Union a enregistré en 2025 une amélioration substantielle de sa position financière, portée par une forte mobilisation des recettes et une rationalisation des dépenses. Les recettes totales ont atteint 6 679,8 milliards FCFA au quatrième trimestre 2025, soit une progression de 1 052,8 milliards FCFA, équivalant à +18,7 % par rapport à la même période de 2024. Parallèlement, les dépenses publiques se sont repliées à 7 097,8 milliards FCFA, soit une baisse de 4,5%. Ainsi, le déficit budgétaire global a connu une réduction significative en passant de -1 802,6 milliards FCFA au quatrième trimestre 2024 à -418,2 milliards FCFA au quatrième trimestre 2025, soit une diminution de plus de 1 384 milliards FCFA.

En ce qui concerne la situation monétaire de l'Union, elle a été marquée par une progression notable de la liquidité globale. La masse monétaire s'est établie à 57 521,2 milliards FCFA, en hausse de 5 211,7 milliards FCFA, soit +9,8% par rapport au trimestre précédent. Cette expansion reflète l'amélioration simultanée des actifs extérieurs nets et des créances sur l'économie, témoignant d'une dynamique monétaire interne et externe favorable.

Introduction

La Commission de l'UEMOA, à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale (NCR) pour permettre le suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union. Cette note est publiée à l'attention des décideurs régionaux, des chercheurs, des étudiants, des cadres et de tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres.

L'édition 70 de la note analyse la situation économique et financière, ainsi que celle des échanges extérieurs des Etats membres de l'UEMOA au quatrième trimestre 2025 et présente les résultats consolidés de l'inflation régionale au titre de l'année 2025. Elle comporte trois (03) parties qui font le point sur : (i) l'environnement international, (ii) la conjoncture dans la zone UEMOA, et (iii) les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition de janvier 2026 des « *Perspectives de l'économie mondiale : mise à jour* » du Fonds Monétaire International (FMI) et de la base de données « *Pink Sheet* » de la Banque mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2025.

Concernant les données conjoncturelles nationales, elles ont été rendues disponibles par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou les Directions en charge de la prévision économique dans les Etats membres, à travers un réseau de correspondants nationaux.

1. Conjuncture internationale

Le FMI, dans sa publication sur les « *Perspectives économiques mondiales : mise à jour* » (PEM) de janvier 2026, confirme la résilience surprenante de l'activité mondiale, malgré l'incertitude accrue et les fortes perturbations sur les échanges commerciaux liées, essentiellement, à l'application des nouvelles mesures douanières par les Etats-Unis. En effet, les implications négatives des droits de douane sur l'activité économique seraient compensées par l'essor continu des investissements dans le secteur des technologies de l'information (TI), notamment dans l'intelligence artificielle (IA). Cependant, leur effet sur la croissance devrait s'estomper en 2026 et 2027. Les prévisions de croissance pour ces deux (02) années s'établissent, respectivement, à 3,3% et à 3,2%, soit presque au même niveau que le taux de 3,3% atteint en 2025. Par rapport aux PEM d'octobre 2025, le chiffre pour 2026 correspond à une légère révision à la hausse de 0,2 point de pourcentage (pp), tandis que celui pour 2027 demeure inchangé. Au niveau national, certains pays enregistrent des révisions importantes, à la hausse ou à la baisse.

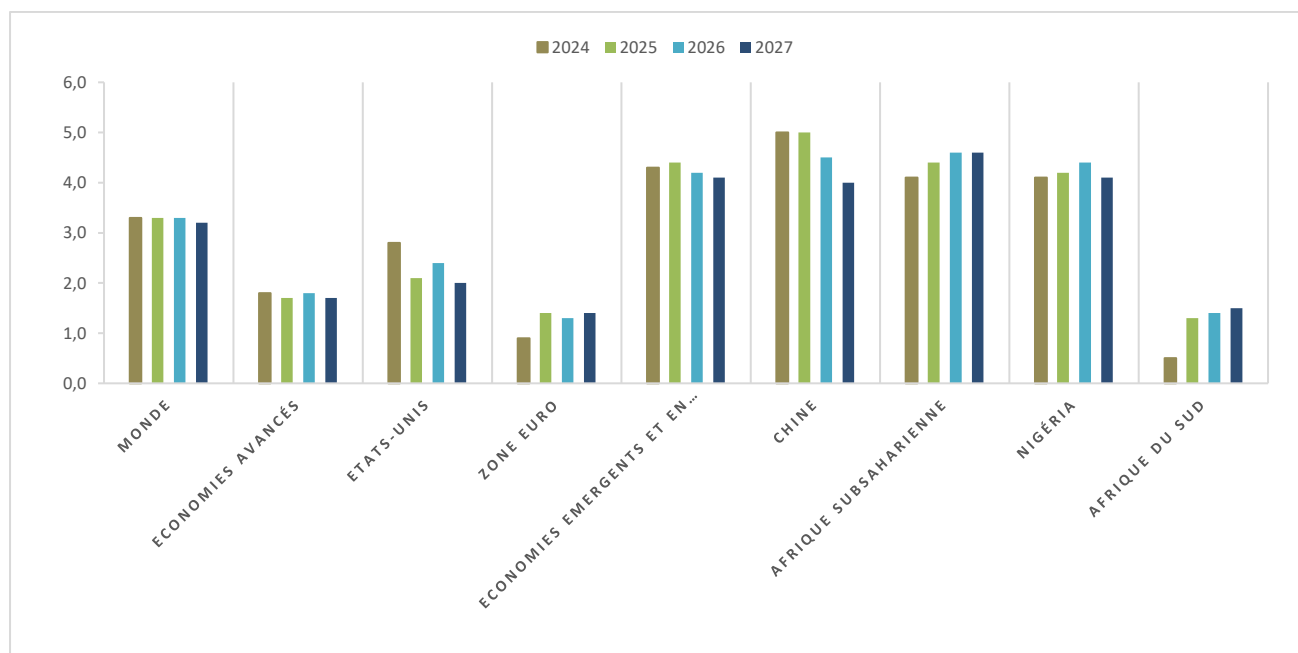
Dans les « **Pays avancés** », la croissance devrait atteindre 1,8% en 2026 et 1,7% en 2027. Aux États-Unis, l'économie devrait connaître une expansion de 2,4% en 2026, soit une révision à la hausse de 0,3 pp par rapport aux prévisions d'octobre dernier. Ce dynamisme de croissance de l'économie américaine est soutenu par la politique budgétaire et par la baisse du taux directeur de la Réserve fédérale (Fed), parallèlement à la dissipation des effets de l'accroissement des barrières commerciales. Également, l'investissement dans l'IA a fortement stimulé l'ensemble de l'activité et de l'investissement des entreprises. La dynamique générée par le secteur technologique devrait se modérer à court et moyen termes, mais continuer à compenser, dans une certaine mesure, le recul de l'immigration et le ralentissement de la consommation. En 2027, la croissance devrait demeurer vigoureuse, atteignant 2,0%, à la faveur de l'impulsion budgétaire à court terme fournie par les incitations fiscales à l'investissement des entreprises prévues dans la loi dite « *One Big Beautiful Bill Act* » de 2025.

Dans la Zone euro, la croissance devrait rester stable à 1,3% en 2026 et à 1,4% en 2027. La légère accélération de la croissance en 2027 tient à l'augmentation attendue des dépenses publiques, notamment en Allemagne, et par les bons résultats que continuent d'afficher l'Espagne et l'Irlande. Ces prévisions sont globalement inchangées par rapport à celles d'octobre 2025, l'atonie de la croissance traduisant la persistance de conditions structurelles défavorables. Aussi, la zone euro bénéficie moins du récent essor de l'investissement, tiré par le secteur technologique, que d'autres régions, comme les Etats-Unis et la Chine. Également, les conséquences durables du renchérissement continu de l'énergie, depuis les tensions entre la Russie et l'Ukraine, continueront de peser sur l'industrie manufacturière, d'autant plus que l'euro s'apprécie en termes réels face aux monnaies des pays qui exportent des produits similaires.

Au niveau des « **Pays émergents et pays en développement** », la croissance devrait continuer d'osciller juste au-dessus de 4,0% en 2026 et 2027. Elle reste supérieure à celle des économies avancées, constituant ainsi l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale. Le dynamisme de croissance, dans ce groupe de pays, serait davantage tirée par la Chine et l'Inde ainsi que par l'Afrique subsaharienne. Déjà, en Chine, les estimations de

croissance en 2025 ont été révisées à la hausse de 0,2 pp par rapport à la publication d'octobre dernier.

Graphique 1: Taux de croissance économique dans les principales régions du monde



Source : FMI, « Perspectives de l'économie mondiale : mise à jour », janvier 2026.

La croissance économique chinoise se situe à 5,0% en 2025. Cette correction s'explique par les mesures de relance et par les prêts bancaires supplémentaires à l'appui de réformes pour soutenir l'investissement. En 2026, les projections de croissance ont aussi été révisées à la hausse et atteignent désormais 4,5% (soit, une hausse de 0,3 pp), du fait de la baisse des droits de douane américains effectifs sur les biens chinois, dans le cadre de la trêve d'un an convenue en novembre 2025 et des mesures de stimulation de l'économie qui, par hypothèse, seront déployées sur deux (02) ans. La croissance de l'économie devrait ralentir à 4,0% en 2027, parallèlement à l'affermissement des obstacles structurels. En Inde, la croissance devrait ralentir à 6,4% en 2026 et 2027, après une estimation de 7,3% en 2025, à mesure que les facteurs cycliques et temporaires se dissipent.

Pour ce qui concerne l'**Afrique subsaharienne**, la croissance devrait aussi s'accélérer, passant de 4,4% en 2025 à 4,6% en 2026 et 2027, tirée par la stabilisation macroéconomique et les mesures de réforme dans plusieurs des principales puissances économiques. Au Nigéria, la croissance devrait s'accélérer en 2026 pour s'établir à 4,6%, contre 4,4% en 2025, soit une révision à la hausse de 0,2 pp par rapport à octobre 2025. En 2027, les perspectives économiques nigérianes seront au ralenti, avec un taux de croissance projeté à 4,1%, soit une révision à la hausse de 0,1 pp par rapport à la publication des PEM d'octobre 2025. En Afrique du Sud, la croissance économique s'inscrirait dans une dynamique ascendante, évoluant progressivement de 0,1 pp sur les deux (02) années à venir. Elle est projetée à 1,4% en 2026 et 1,5% en 2027, contre 1,3% en 2025.

Cependant, les perspectives de l'économie mondiale demeurent exposées à des risques baissiers, dans l'ensemble. La résilience observée jusqu'à présent tient largement aux résultats d'une poignée de secteurs et a souvent été favorisée par des mesures d'assouplissement monétaire et budgétaire. Ainsi, la réévaluation des attentes en matière de croissance de la productivité, grâce à l'IA, pourrait entraîner un repli de l'investissement et

provoquer une correction brutale des marchés financiers, qui commencerait par les entreprises liées à l'IA, avant de se propager aux autres segments, et entamerait le patrimoine des ménages. En conséquence, selon le FMI, une légère correction des valorisations des actions dans le domaine de l'IA, conjuguée à un resserrement des conditions financières, pourrait réduire la croissance mondiale de 0,4 pp. Aussi, une forte intensification des tensions géopolitiques, en particulier au Moyen-Orient ou en Ukraine, mais aussi, potentiellement, en Amérique latine et en Asie, pourrait provoquer d'importants chocs d'offre négatifs. Il pourrait en résulter des perturbations sur les grandes routes de navigation maritime, les chaînes d'approvisionnement essentielles et les déplacements aériens, engendrant retards et surcoûts.

Selon le FMI, dans ce contexte de forte incertitude, il est essentiel de rétablir la capacité budgétaire et de préserver la viabilité de la dette publique, et ce, d'autant plus que des besoins de dépenses urgents persistent. Les pays devraient s'attacher à accroître les recettes budgétaires, à rationaliser les dépenses et à en améliorer l'efficacité, notamment en attirant l'investissement privé. Et, pour cela, le FMI recommande aux Etats de : (i) mener un rééquilibrage budgétaire crédible à moyen terme ; (ii) poursuivre leurs efforts pour maintenir l'inflation sur une trajectoire de désinflation, tout en évitant des politiques monétaires trop restrictives une fois la stabilité retrouvée ; (iii) améliorer la prévisibilité de leurs politiques économiques, dans ce contexte mondial marqué par des tensions commerciales, des changements de politiques douanières et une instabilité géopolitique croissante ; (iv) mener des réformes structurelles pour soutenir la croissance à moyen terme, notamment celles visant à améliorer la productivité, à renforcer le climat des affaires et à soutenir l'innovation technologique ; (v) surveiller les tensions commerciales et les risques géopolitiques afin d'éviter la fragmentation économique, renforcer la coopération internationale et préserver l'ouverture des échanges.

1.1. Inflation dans les principales régions du monde

Au niveau mondial, l'inflation devrait poursuivre sa décrue pour tomber à 3,8% en 2026 et à 3,4% en 2027, après 4,1% en 2025. Ces prévisions sont quasiment inchangées depuis les perspectives de l'économie mondiale (PEM) d'octobre dernier, étant donné que les tendances dominantes relatives à un ralentissement de la demande et à une baisse des prix de l'énergie se maintiennent. Dans les pays avancés, l'inflation devrait évoluer autour de la cible de 2% (2,2% en 2026 et 2,1% en 2027, contre 2,5% en 2025) alors qu'elle serait plus élevée dans les pays émergents et en développement. Pour ces derniers, l'inflation serait attendue à 4,8% en 2026 et 4,3% en 2027, contre 5,2% en 2025. En effet, les prévisions d'inflation demeurent plus importantes dans les pays émergents car ces derniers sont moins disposés à absorber les chocs sur la politique commerciale, au niveau international, ainsi que la volatilité des marchés qui sous-tendent une bonne partie des hypothèses du FMI pour les révisions apportées sur le cadre macroéconomique global.

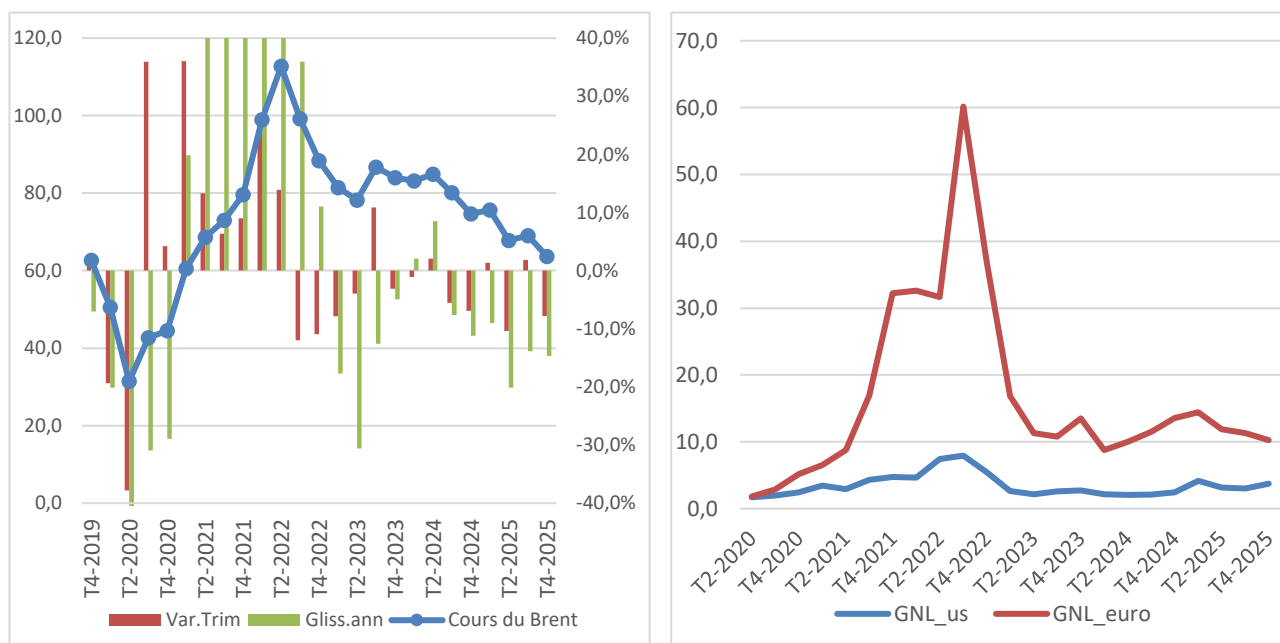
Sur la base des hypothèses retenues par le FMI pour l'élaboration du rapport sur les PEM - *mise à jour en janvier 2026*, les cours des produits de base énergétiques devraient baisser de 7% environ, en 2026, soit plus que ce qui était prévu dans les PEM d'octobre dernier. Les prix du pétrole demeurent faibles et devraient encore reculer, sous l'effet de l'atonie de la demande mondiale et du dynamisme de l'offre. Toutefois, pour éviter un effondrement des prix, les pays aux coûts de production plus élevés, créent un prix plancher non contraignant.

En effet, le cours moyen du pétrole, sur la base des marchés à terme, est projeté à 62,13 dollars le baril en 2026 et 62,17 dollars le baril en 2027. Les prix du gaz naturel devraient rester relativement contenus, sur fond d'anticipations d'un repli de la demande d'énergie en raison de l'incertitude, des objectifs plus souples de l'Union européenne en matière de remplissage des installations de stockage du gaz et des perspectives d'une offre abondante de gaz naturel à moyen terme.

1.2. Cours des matières premières

Au quatrième trimestre 2025, le marché pétrolier mondial a été marqué par une baisse notable des prix, avec un Brent qui s'est établi, en moyenne, à 63,7 dollars le baril, soit un repli de près de 15% en glissement annuel et une contraction de 7,8% par rapport au trimestre précédent. Ce niveau de prix se positionne très en-deçà des prévisions qui anticipaient une fourchette de 85–100 USD/baril. La tendance baissière du cours du Brent s'explique principalement par un surplus d'offre mondiale, alimenté par une forte production hors-OPEP¹ et des stocks élevés, tandis que la demande mondiale s'essouffle sous l'effet du ralentissement économique et de la faiblesse de l'activité industrielle, en particulier en Chine et en Europe. Les décisions d'ajustement de l'OPEP+ n'ont pas suffi à inverser la tendance, et malgré les tensions géopolitiques, la prime de risque géopolitique est demeurée limitée, conduisant à une poursuite de la baisse du Brent tout au long du trimestre.

Graphique 2 : Evolution récente des cours du pétrole Brent et du gaz naturel (en dollars US par baril)



Source : Banque mondiale, « *Pink Sheet* », février 2026 ; Commission de l'UEMOA (calculs).

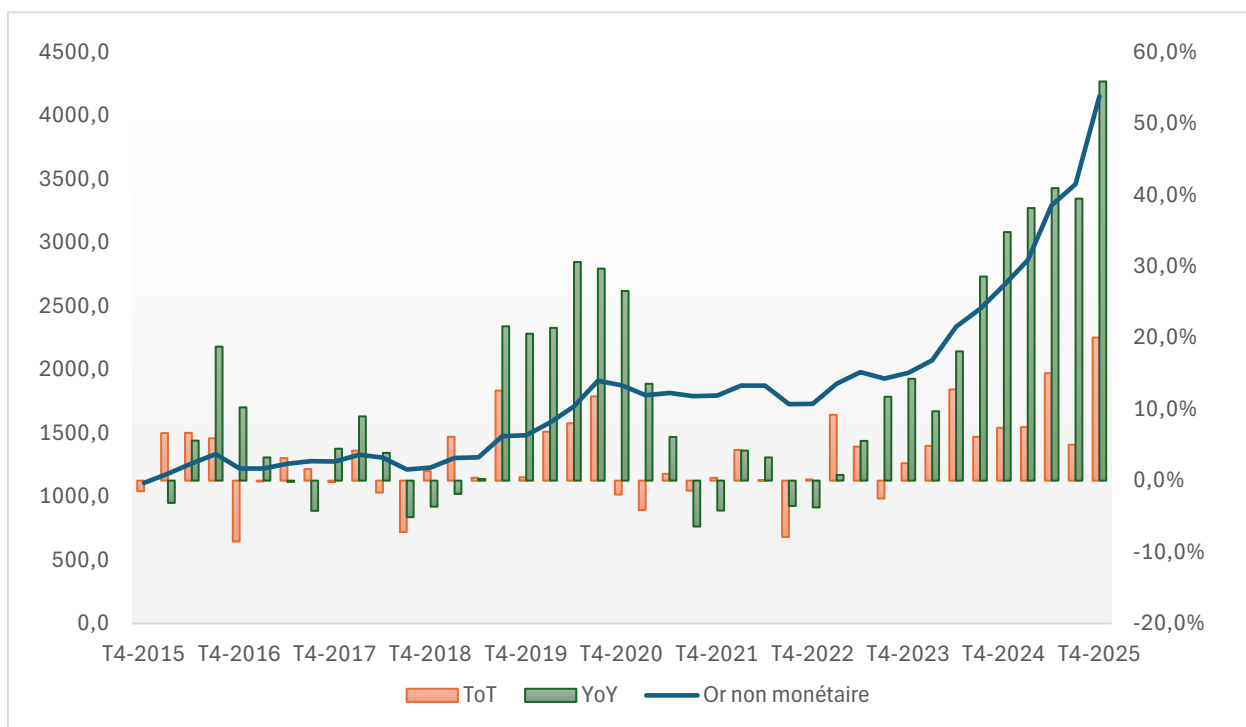
Pour ce qui concerne le **gaz naturel liquéfié**, la demande s'est affaiblie, notamment en Europe, avec l'installation de l'hiver, mais également, la disponibilité des stocks de couverture anticipés. Au même moment, aux Etats-Unis, la production s'est montrée

¹ L'OPEP+ est une coalition de 23 pays producteurs de pétrole. Elle comprend les 13 membres de l'OPEP et 10 autres pays producteurs, dont la Russie.

abondante avec le renforcement des stocks. Selon, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la production de gaz naturel sec a augmenté de 4,5% sur l'année, passant de 103,1 Bcf/j2 en 2024 à 107,7 Bcf/j en 2025. La production totale de gaz naturel sec était la plus élevée jamais enregistrée depuis le début de son suivi par l'institution en 1930. Sous l'effet d'une demande exceptionnelle d'exportation vers l'Europe, une bonne partie de la production des Etats-Unis a été absorbée, resserrant les équilibres intérieurs par l'augmentation du *feedgas*³ envoyé vers les terminaux GNL et par la hausse de la demande domestique saisonnière liée au chauffage, avec l'installation de l'hiver. Les prix du GNL sont ainsi ressortis en contraction, en Europe, respectivement de 9,1%, en variation trimestrielle, et de 24,4% de baisse, en glissement annuel, se situant à 10,3 \$/mmbtu. Pendant qu'aux Etats-Unis, le marché s'est renforcé, avec une hausse des prix passée de 3,0 \$/mmbtu au troisième trimestre 2025 à 3,7 \$/mmbtu au quatrième trimestre 2025, alors qu'ils se situaient à 2,4 \$/mmbtu au quatrième trimestre 2024.

Le **prix de l'or** a continué de grimper, au quatrième trimestre 2025, jusqu'à atteindre un niveau encore historique, dépassant la barre des 4 000 dollars l'once. En moyenne, sur le trimestre, le cours de l'or est ressorti à 4 151,6 dollars l'once, en hausse de plus de 55% en glissement annuel.

Graphique 3 : Evolution des cours de l'or



Source : Banque mondiale, « *Pink Sheet* », février 2026 ; Commission de l'UEMOA (calculs).

Cette dynamique exceptionnelle s'explique par une intensification des tensions géopolitiques, une forte demande d'investissement, des anticipations d'assouplissement monétaire de la Fed, un affaiblissement du dollar, ainsi que des achats importants des banques centrales, tous ces facteurs renforçant le statut de l'or comme actif refuge en période d'incertitude. En effet, les conflits persistants en Europe de l'Est et au Moyen-Orient

² milliards de pieds cubes (Bcf), voir [Natural Gas Monthly Report](#).

³ Le *feedgas* (ou gaz d'alimentation) est le gaz naturel envoyé vers une usine de liquéfaction pour être transformé en GNL (gaz naturel liquéfié).

ont renforcé la demande d'actifs refuges, poussant les investisseurs vers l'or. Également, dans ce contexte de fragilité financière mondiale, les banques centrales ont continué à acheter massivement de l'or au cours de l'année 2025, soutenant la demande et, par ricochet, les prix. En octobre 2025, le cours de l'or a atteint son pic de 4 379 dollars l'once, avant de se stabiliser un peu au-dessus de 4 000 dollars l'once.

Au quatrième trimestre 2025, le **prix du coton** s'est affiché à 1,7 dollar le kilogramme sur le marché international, soit une baisse des cours aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel, respectivement de 4,3% et de 8,1%. Cette contraction des cours s'explique principalement par un excédent persistant de la production mondiale, marqué par une production élevée, notamment au Brésil, en Inde et en Chine. Alors que la demande textile internationale reste freinée par la concurrence de la fibre synthétique qui offre des prix plus avantageux et le ralentissement économique mondial, en sus de la faiblesse de la demande en Chine. Pour la campagne 2024/25, la production mondiale de coton est estimée à 119,277 millions de balles, contre 112,563 millions de balles pour la campagne précédente. La demande mondiale⁴ est ressortie à 118,931 millions de balles en 2025, contre 114,975 millions de balle un an plus tôt, soit une demande inférieure à l'offre.

Au quatrième trimestre 2025, le marché mondial du **cacao** a été particulièrement marqué par une correction de marché, après une période de tension extrême sur l'offre, liée principalement aux effets climatiques (El Niño). En effet, la saison 2023/24 du cacao s'était terminée avec un déficit important de 489 000 tonnes⁵, une forte hausse des cours encourageant les agriculteurs à réinvestir dans leurs exploitations, à adopter des techniques de culture améliorées et à accroître la capacité de production afin de soutenir les attentes de reprise. Les données récemment publiées par l'Organisation internationale du cacao (ICCO)⁶ tablent sur un excédent de l'offre pour la saison 2024/25 de plus de 75 000 tonnes, soit une production mondiale de cacao estimée à 4,728 millions de tonnes (+8,4%). Cette abondance de l'offre, combinée à un allègement des contraintes logistiques au courant du quatrième trimestre 2025, a fortement contribué à la chute des cours du cacao sur le marché international. En effet, au quatrième trimestre 2025, le prix du kilogramme de cacao est ressorti, en moyenne, à 5,8 dollars soit une baisse respectivement de 21,1% en variation trimestrielle et de 30,2% en glissement annuel. Le cours du kilogramme de cacao a reculé de 3,8 dollars entre le 1^e trimestre 2025 où le prix du cacao avait enregistré son pic historique de 9,6 dollars le kilogramme, et le quatrième trimestre.

Sur le marché du **café**, les cours se sont relevés au courant du quatrième trimestre 2025 ; une situation qui s'explique par la vigueur de la demande, dans un contexte toujours marqué par la persistance des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et une contraction de l'offre du produit résultant des contraintes climatiques liées à El Niño dans les zones de productrices.

Au quatrième trimestre 2025, les prix du café arabica ont atteint un niveau record de 8,8 dollars de kilogramme, soit une hausse de 9,4% par rapport au trimestre précédent et une hausse de 29,2% du prix en glissement annuel. En effet, l'offre du café arabica au niveau mondial reflète la nature cyclique de la production d'arabica au Brésil. Cette nature cyclique

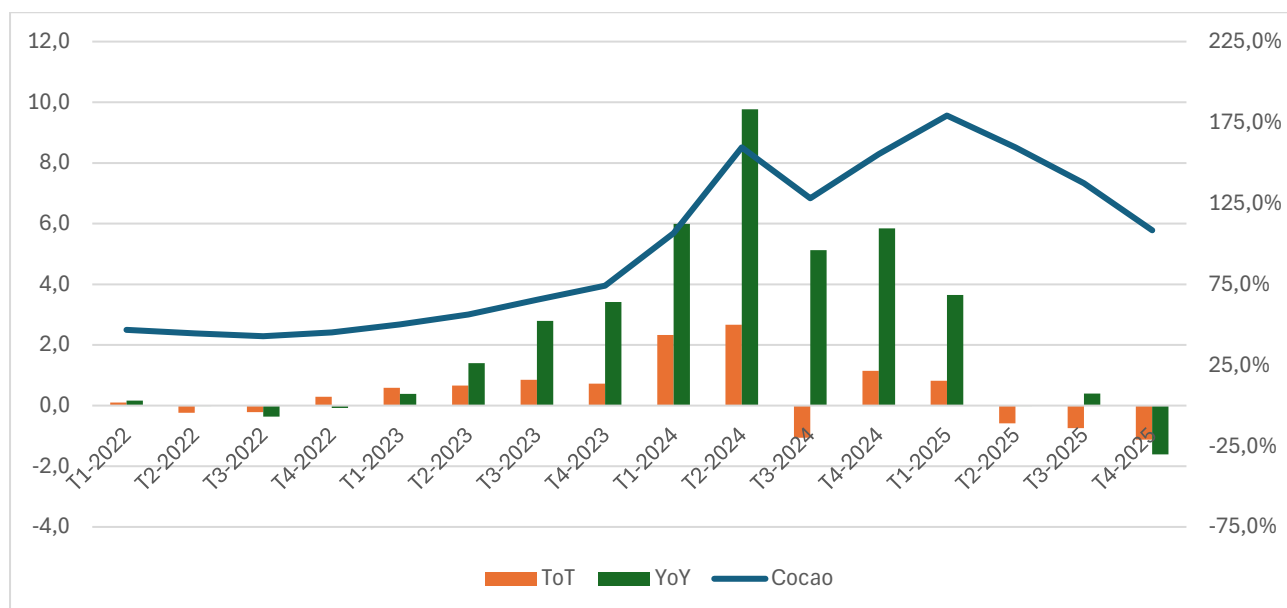
⁴ [Données sur le Coton, la Laine et le Textile - Annuaire Coton et Laine | Service de recherche économique](#)

⁵ [Statistiques du cacao - Bulletin trimestriel de statistiques du cacao de novembre 2025](#)

⁶ [Statistiques du cacao - Bulletin trimestriel de février 2026 sur les statistiques du cacao](#)

à également conduit la part du Brésil dans les exportations de naturels brésiliens à chuter à 81,6% au titre de l'année caféière 2024/25, soit une perte de 4,1 points de pourcentage par rapport à l'année précédente⁷. En décembre 2025, les exportations d'arabica ont enregistré leur 10^e mois consécutif de recul, principalement dû au Brésil, dont les exportations ont chuté de 11,1% à 2,61 millions de sacs, contre 2,94 millions de sacs un an plus tôt.

Graphique 4 : Evolution du cours du Cacao



Source : Banque mondiale, « *Pink Sheet* », février 2026 ; Commission de l'UEMOA (calculs).

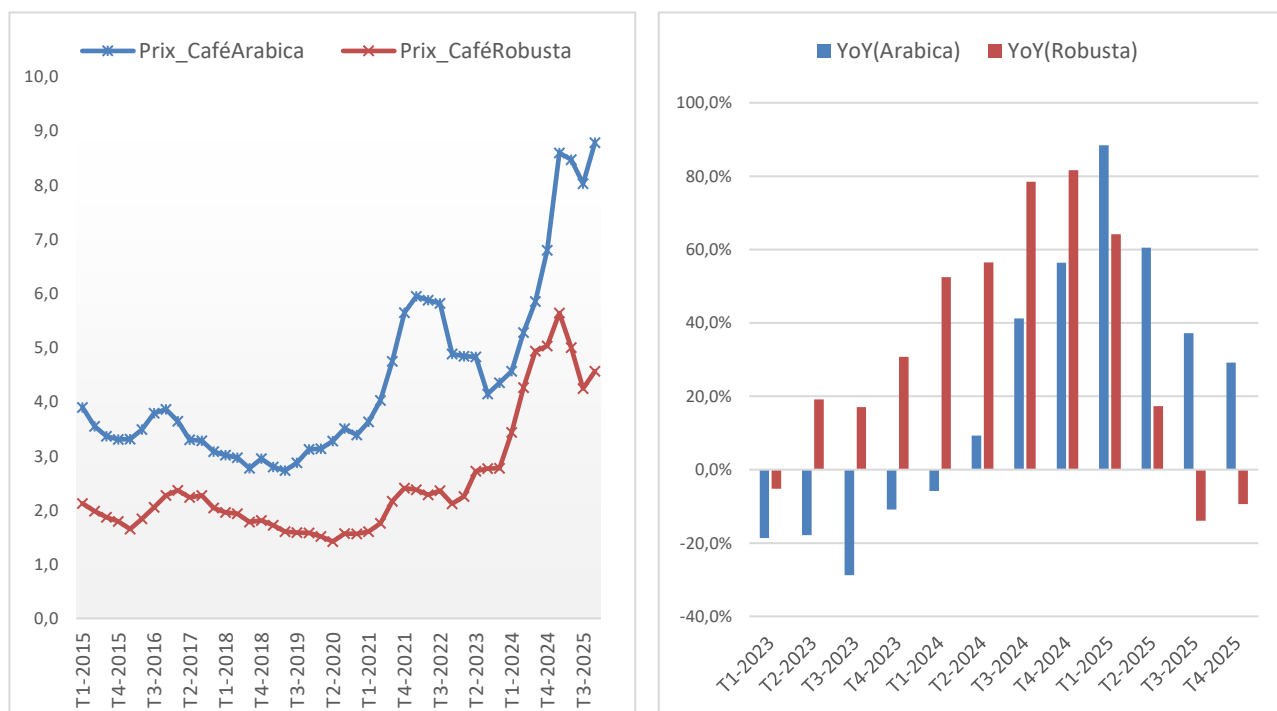
Pour ce qui concerne le **marché du café**, les prix du café robusta se sont relevés à 4,6 dollars le kilogramme au quatrième trimestre 2025, soit une hausse de 7,4% en variation trimestrielle. Toutefois, le prix moyen sur cette période reste encore en deçà de son niveau d'un an auparavant (-9,4%, en glissement annuel). Cette situation s'explique par le caractère substitutif du café robusta par rapport au café arabica, avec un différentiel de prix encore plus favorable. Selon l'OIC⁸, en décembre 2025, les exportations de café vert robusta ont augmenté de 26,5% à 4,5 millions de sacs, contre 3,56 millions de sacs en décembre 2024, principalement grâce au Viêt Nam, dont les expéditions ont augmenté de 31,1% à 2,72 millions de sacs. L'Indonésie et l'Ouganda ont également contribué positivement, avec des exportations en hausse de 58,4% et 50,6%, respectivement. Ces gains ont été partiellement compensés par le Brésil, dont les exportations de café robusta ont chuté de 51,8% à 0,22 million de sacs. Cette évolution est conforme aux tendances observées pour le café robusta durant l'année caféière 2024/25, caractérisées par une baisse des expéditions du Brésil et un renforcement des exportations en provenance d'Indonésie, d'Ouganda et du Viêt Nam.

La croissance de l'Ouganda semble structurelle, avec des exportations suivant une courbe ascendante et soutenue depuis le milieu de l'année caféière 2023/24. Les expéditions ont atteint un record de 7,32 millions de sacs en 2024/25, portées par une hausse de la production, des prix internationaux élevés et l'augmentation des prélèvements de stocks. L'Ouganda s'est fixé un objectif de production officiel de 20 millions de sacs d'ici 2030. Dans le cas du Viêt Nam et du Brésil, les écarts marqués d'une année sur l'autre reflètent, en grande partie, une normalisation plutôt qu'un changement structurel.

⁷ [*cmr-0126-f.pdf](#)

⁸ Organisation internationale du Café, voir rapport sur le marché du café de janvier 2026 ([*cmr-0126-f.pdf](#)).

Graphique 5 : Evolution et glissement annuel des cours moyens trimestriels des cafés Arabica et Robusta (en \$/Kg)



Source : Banque mondiale, « Pink Sheet », février 2025 ; Commission de l'UEMOA (calculs).

Le tableau ci-dessous fait ressortir les cours des principales matières premières suivies au niveau de la Commission de l'UEMOA.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollar

Matières premières	Unité	2024	2025		Variations en %	
		T4	T3	T4	ToT	
Pétrole brut (Brent)	(\$/bbl)	74,6	69,0	63,7	-7,8	-14,7
GNL (Europe)	(\$/mmbtu)	13,6	11,3	10,3	-9,1	-24,4
GNL (US)	(\$/mmbtu)	2,4	3,0	3,7	23,8	53,2
Cacao	(\$/kg)	8,3	7,3	5,8	-21,1	-30,2
Café arabica	(\$/kg)	6,8	8,0	8,8	9,4	29,2
Café robusta	(\$/kg)	5,0	4,9	4,6	-7,5	-9,4
Huile d'arachide	(\$/mt)	1723,9	1667,2	1642,5	-1,5	-4,7
Huile de palme	(\$/mt)	1145,2	1013,1	1000,5	-1,2	-12,6
Huile de palmiste	(\$/mt)	1916,8	2258,4	2139,8	-5,2	11,6
Blé	(\$/mt)	259,6	233,3	239,8	2,8	-7,6
Maïs	(\$/mt)	190,3	192,0	198,1	3,2	4,1
Riz brisé 5%	(\$/mt)	517,7	380,3	382,7	-2,1	6,9
Banane	(\$/kg)	1,0	1,1	1,1	-2,1	148,0
Sucre	(\$/kg)	0,4	1,1	1,1	-4,3	-8,1
Coton (A Index)	(\$/kg)	1,8	1,7	1,7	20,0	55,9
Or non monétaire	(\$/troy oz)	2663,1	3458,6	4151,6	20,0	55,9

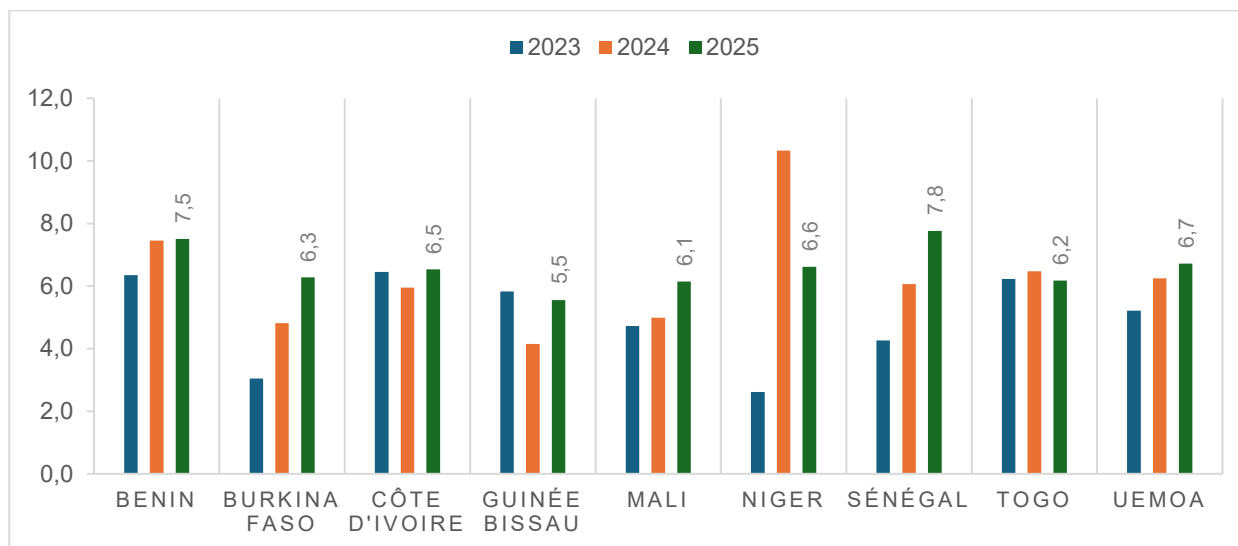
Source : Banque mondiale, « Pink Sheet », février 2025 ; Commission de l'UEMOA (calculs).

2. Conjoncture dans la Zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

Le taux de croissance de l'activité économique serait de 6,7% en 2025, contre 6,2% en 2024. Les projections tablent sur le renforcement du dynamisme de l'activité dans l'ensemble des secteurs avec, notamment l'exploitation nouvelle de gisements de pétrole et de gaz au sein de l'Union (Côte d'Ivoire, Niger et Sénégal). La croissance serait soutenue par la robustesse de la demande intérieure et la poursuite du maintien des prix élevés pour les matières premières agricoles.

Graphique 6 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Source : Commission UEMOA, Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale, décembre 2025.

■ Activité agricole⁹

Les statistiques agricoles transmises par les Etats membres reflètent des données consolidées pour la campagne agricole 2025/2026 qui fournissent une estimation de la production agricole au niveau de l'Union, au titre de l'année 2025. En l'absence d'information, il a été procédé à une estimation de la production en s'appuyant sur les modèles de tendances simples.

Ainsi, pour la campagne agricole 2025/26, la production agricole, au niveau régional, s'est nettement améliorée, avec une estimation de la production de plus de 76 millions de tonnes pour une hausse de 6,6% par rapport à la campagne précédente, et une production d'exportation qui se situerait à 15,1 millions de tonnes pour une augmentation de 8,9% par rapport à la campagne précédente.

En Côte d'Ivoire, l'agriculture d'exportation s'est consolidée de 6,3%, malgré la baisse de la production de cacao (-2,7%) en lien avec les phénomènes climatiques et le recul persistant de la production du café (-62,2%). En effet, bien que les prix de la fève de cacao sur le marché international aient été suffisamment attractifs pour les agriculteurs et les investisseurs pour les amener à renforcer la production en 2025, certains ont préféré

⁹ Cette partie fait l'analyse des données transmises par les Etats membres au niveau de la Commission. Les données de production vivrière pour la Côte d'Ivoire n'ont pas été communiquées. Les statistiques ci-mentionnées sont tirées des estimations du cadrage macroéconomique du pays datant de mars 2024. Les données pour le Niger et le Togo ne sont également pas disponibles. Des estimations ont été effectuées sur leurs productions pour la campagne 2025/2026

substituer une bonne partie de leur superficie à la production d'anacarde. En conséquence, celle-ci s'est renforcée de plus de 64% en 2025, participant également à la résilience du pays face aux effets climatiques. La production d'anacarde est, en effet, ressortie à plus de 1,5 millions de tonne pour la campagne 2025/26. La production vivrière, pour sa part, a été estimée en hausse de 5,1% en 2025.

Au Bénin, les prévisions de la campagne 2025/26 tablent sur une production vivrière de 13,4 millions de tonnes, tirée par le mil (+88,1%) et le maïs (+16,4), et une production d'exportation en hausse de 6,2% pour se situer à 2,8 millions de tonne, malgré le repli de 3,7% de la production de coton. Pour rappel, le Bénin est devenu le leader de la production de coton au niveau de la région au cours des dernières années, avec des rendements de plus de 1,19 tonne à l'hectare. En 2025, la production du palmier à huile a nettement progressé, avec des rendements de 7,7 tonnes à l'hectare, atteignant ainsi une production de plus de 1,029 million de tonne, soit une hausse de 11,9% par rapport à la précédente campagne. Les productions horticoles (orange, ananas, mangue) se sont également améliorées en 2025.

Au Burkina Faso, les premières estimations de la production pour la campagne 2025/26 tablent sur une production vivrière de 8,388 millions de tonne, soit une hausse de 16,5% de la production, et une exploitation des produits d'exportation en hausse de 7,7% pour se situer à 1,697 million de tonnes. Le secteur agricole s'est renforcé de 14,9% en 2025, notamment soutenu par une amélioration de la production du coton (+15%), une hausse de la production céréalière de 19,8%, avec une bonne contribution des spéculations du maïs et du riz. La culture d'arachide, pour sa part, s'est renforcée de 4,2%.

En Guinée-Bissau, la production agricole s'est bien comportée en 2025, avec des hausses respectives de 4,0% pour les produits vivriers et de 25,7% pour les produits d'exportation tirés essentiellement par les exportations d'anacarde, principale ressource d'exportation du pays.

Au Mali, les estimations de la campagne 2025/26 affichent une hausse de la production agricole de 4,0%, soit 11,452 millions de tonnes de produits vivriers et 682 mille tonnes de coton pour l'exportation. La production vivrière a notamment été tirée par les récoltes en maïs (+20,6%) et en fonio (+6,4%). Cependant, des baisses de production ont été relevées sur certaines céréales telles que le mil (-13,3%) et le riz (-6,6%).

Au Niger, les estimations de la production agricole indiquent une croissance de 9,2% en 2025, contre une contraction de 4,7% la campagne précédente, soit une production totale de 11,862 millions de tonnes. Sur les produits d'exportation, la production d'arachide devrait se renforcer de 8,4% pour dépasser la barre des 800 mille tonnes. La pastèque serait encore plus dynamique, avec une hypothèse de croissance de sa production de 10,0%. Sur les produits vivriers, la dynamique de la production serait portée par le riz qui afficherait une production de plus de 370 mille tonnes après la production de 294 mille tonnes pour la campagne précédente. Le mil resterait dynamique et constitue, avec le niébé, les principales spéculations vivrières.

Au Sénégal, les estimations de production de la campagne 2025/2026 font ressortir une hausse de 11,3% de la production agricole, dont 25,8% de hausse des produits d'exportation constitués principalement de l'arachide (+21,8%), du coton (+65,9%) et de la pastèque (+29,8%). Les produits vivriers sont estimés en augmentation de 4,7% pour une production de 3,340 millions de tonnes. La production de maïs a atteint 639,938 milles tonnes, soit une

hausse de 29,1% en 2025. La production de riz a effleuré le million de tonne, soit 998,379 mille tonnes et la production de mil est estimée à 696,440 mille tonnes.

Au Togo, la production au titre de la campagne agricole 2025/2026 est attendue en hausse de 3,8%, soit une production totale de 4,950 millions de tonnes. Les productions d'exportation augmenteraient de 7,9%, sous l'influence de la dynamique de la production de cacao (+6,2%), de l'augmentation de la production du coton (+6,6%) et du café (+11,3%). La production vivrière augmenterait de 3,4% pour cette campagne, avec une production d'igname qui devrait rester vigoureuse (+3,7%). La production de maïs devrait se conforter en hausse de 2,1% en 2025, de même que celle de riz qui ressortirait en croissance de 4,7%.

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2025/2026

Etats membres	Production vivrière		Production d'exportation	
	Quantité (Tonnes)	Variation (%)	Quantité (Tonnes)	Variation (%)
Bénin	13 436 351	6,1	2 875 228	6,2
Burkina Faso	8 388 615	16,5	1 697 604	7,7
Côte d'Ivoire	24 564 618*	5,1	5 828 474	6,3
Guinée Bissau	587 435	4,0	209 810	25,7
Mali	11 452 540	4,0	682 000	3,8
Niger*	10 041 799	9,2	1 820 617	9,2
Sénégal	3 340 553	4,7	1 822 004	25,8
Togo*	4 776 926	3,6	175 798	7,9
UEMOA	76 588 837	6,7	15 111 536	8,9

Source : INS des Etats membres, décembre février 2026.

■ Activité industrielle¹⁰

En Côte d'Ivoire, la production industrielle s'est consolidée de 5,2%, au quatrième trimestre 2025, comparativement au trimestre précédent, tirée par le dynamisme des industries agroalimentaires (+17,2%), les industries textiles et d'habillement (+23,6%), les industries chimiques (+7,5%) et les industries de production d'énergie (électricité et eau) qui se sont confortées de 12,2% sur la période. La hausse de la production industrielle a été amoindrie par les contreperformances relevées dans les industries extractives (-0,8%) et dans l'activité de raffinage du pétrole (-10,2%). Les industries de fabrication de matériaux minéraux et les industries de travail de cuir se sont respectivement repliées, en variation trimestrielle, de 2,1% et de 13,5%.

En glissement annuel, les industries ivoiriennes ont progressé de 1,9%. Cette situation, certes positive, reflète les difficultés enregistrées par plusieurs branches des activités industrielles, notamment les industries extractives (-2,1%) en liaison avec la baisse de l'extraction des minerais métalliques (-10,9%), malgré le bon dynamisme de la branche des

* La production vivrière pour la Côte d'Ivoire a fait également l'objet d'estimation car les statistiques y relatives n'ont pas été communiquées à la Commission

* Estimation de la production du Niger pour la campagne 2025/2026

* Estimation de la production du Togo pour la campagne 2025/2026

¹⁰ Les statistiques sur l'IHPI ne sont pas disponibles sur la période pour le Burkina Faso et le Bénin. Le Burkina Faso affiche un retard dans la production de l'indice d'un trimestre par rapport aux autres pays membres de l'Union.

hydrocarbures qui s'est consolidée de 44,7%. Il a également été relevé la baisse des industries métalliques (-16,5%) et les contreperformances des industries de textiles (-4,0%). Par ailleurs, les autres industries se sont consolidées, au quatrième trimestre 2025, comparativement à la même période de l'année précédente.

Globalement, sur l'année 2025, l'activité industrielle en Côte d'Ivoire s'est confortée de 4,2%. Cette dynamique résulte des performances de l'ensemble des sous-secteurs, notamment les activités extractives qui ont enregistré une hausse de production de 4,1%, avec l'influence de l'extraction d'hydrocarbures (+33,5%). Les industries manufacturières sont restées globalement sur une dynamique positive, liée, en particulier, à la consolidation des activités de raffinage et de cokéfaction (+8,4%), le renforcement des industries chimiques et pharmaceutiques (+13,7%), la vigueur dans les industries métallurgiques (+19,7%) et la fabrication de matériaux minéraux (+12,6%). Elles ont été amoindries par le repli des industries agroalimentaires (-3,5%), sous l'effet de la baisse de la fabrication des produits alimentaires (-7,5%). Par ailleurs, les industries de l'énergie se sont inscrites en hausse de 5,8%, avec une contribution positive de la production d'électricité (+6,1%).

En Guinée-Bissau, l'activité industrielle a augmenté de 2,6% au quatrième trimestre 2025 comparativement au trimestre précédent, sous l'influence de la bonne tenue des industries manufacturières (+0,8%) et de la production d'énergie (+2,1%). La dynamique des industries manufacturières a été ralentie par les contreperformances relevés, en particulier dans les industries de fabrication de produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,2%) et les activités de fabrication de boissons alcoolisées (-0,7%).

En glissement annuel, la production industrielle à Bissau s'est consolidée de 8,3%, résultant des performances enregistrées dans les industries manufacturières (+6,2%) et le dynamisme de la production d'énergie (+9,4%).

En cumul, en 2025, l'activité industrielle s'est confortée de 7,7% en Guinée-Bissau, tirée par la bonne tenue des activités manufacturières qui ont enregistré une croissance de 6,2%, en termes de production. La croissance des industries manufacturières a été portée par les activités de fabrication de produits agroalimentaires ressorties à 9,5% et la fabrication d'ouvrage en métaux qui s'est consolidée de 6,2% sur l'année. Par ailleurs, la production d'électricité est ressortie en hausse de 5,4%, tandis que l'activité de la branche relative à la production et au traitement de l'eau a enregistré un rythme de croissance de 11,7% sur l'année 2025.

Au Mali, les performances du secteur industriel se sont montrées relativement mitigées au quatrième trimestre 2025. En effet, si l'activité s'est consolidée de 5,2% en variation trimestrielle, elle est ressortie affaiblie, aussi bien en glissement annuel qu'en cumul sur l'année 2025, respectivement en contraction de 15,7% et de 0,1%. Comparativement au trimestre précédent, l'activité s'est confortée grâce à la bonne dynamique de l'extraction d'or qui s'est soldée en hausse de 37,6% au quatrième trimestre 2025, à la vigueur des industries chimiques dont la production a augmenté de 36,9% et à la bonne tenue des industries agroalimentaires en hausse de 2,1%. De plus, l'activité d'égrenage de coton a repris après la pause saisonnière du troisième trimestre. Toutefois, l'activité s'est amoindrie sur la période, du fait des difficultés toujours présentes dans la production d'énergie, notamment celle d'électricité qui s'est contractée de 18,7% en variation trimestrielle.

En glissement annuel, la production industrielle malienne s'est repliée de 15,7%. Cette baisse résulte principalement de la faiblesse de la production dans les industries agroalimentaires, de la métallurgie et de la production de coton égrené, bien que celle-ci ait repris au courant du quatrième trimestre. La production d'or a été vigoureuse de plus de 270%, en glissement annuel, mais cette progression s'est avérée insuffisante pour contrebalancer les sous-productions des autres branches d'activité.

En cumul sur l'année 2025, l'activité industrielle au Mali est ressortie en baisse de 0,1%, par rapport à l'année précédente, du fait de la faiblesse de la production dans les activités d'extraction (-21,6%) et de production agroalimentaire (-21,0%). La fabrication de matériels métallurgiques s'est également contractée de 10,1% sur l'année ainsi que la fabrication textile qui s'est repliée de 35,0%. Cependant, l'égrenage de coton s'est consolidé de 12,6% sur l'année et la production d'électricité de 22,4%, amoindrissant les contreperformances des autres sous-secteurs.

Au Niger, l'activité industrielle est restée stable au quatrième trimestre 2025 comparativement au trimestre précédent avec une production minière en hausse de 2,5% tirée par l'extraction d'uranium et de l'or. L'industrie manufacturière s'est inscrite également en hausse de 0,6% en variation trimestrielle, marquée par la reprise de la production chimique après sept (7) trimestres consécutifs d'arrêt de production. La production d'électricité reste également l'une des faiblesses du secteur industriel nigérien, compte tenu de la contraction relevée au courant de ce trimestre. Elle s'est repliée de 10,8%, contrebalançant le dynamisme des autres branches d'activité.

En glissement annuel, l'activité a été morose, en baisse de 1,1%, sous l'effet de la baisse de la production dans le secteur minier (-0,2%) et dans les industries manufacturières (-9,3%). La production d'énergie, pour sa part, s'est confortée de 26%.

En cumul, sur l'année 2025, l'activité industrielle nigérienne s'est revigorée de 32,9%, profitant de l'embellie dans les secteurs miniers et d'extraction brute de pétrole (+67,0%) qui se consolide, bien que les autres activités liées à l'extraction d'uranium et d'or aient enregistré des contreperformances liées, notamment, aux difficultés que traversent le pays depuis l'installation des nouvelles autorités, aux bouleversements réglementaires, aux restructurations et renégociations de contrats miniers annoncées par les nouvelles autorités et à l'insécurité persistante dans la région du Sahel, en général. La production d'électricité et d'énergie s'est aussi inscrite en hausse de 12,8% sur l'année 2025. Ces performances ont été contrebalancées par le repli de la production dans les industries minières ; ces dernières ayant décliné de 11,0% sur l'année 2025, sous l'effet de la baisse de la production dans le raffinage du pétrole (-12,0%) et la fabrication de produits alimentaires (-5,2%).

Au Sénégal, le secteur industriel s'est montré vigoureux au quatrième trimestre 2025. En effet, l'activité industrielle s'est améliorée de 7,3% en variation trimestrielle, portée par un secteur extractif dynamique (+10,0%), une industrie manufacturière reluisante (+5,7%) soutenue par une bonne production d'énergie, notamment la production d'électricité qui s'est confortée de 6,7% sur la période. Pour ce qui est de la progression des activités dans le secteur des extractives, la production est soutenue par l'exploitation pétrolière et gazière qui s'est consolidée de 9,2% par rapport au trimestre précédent, en plus de la vigueur de la production de minerais métalliques (principalement l'or) qui s'est confortée de 17,1% au cours du trimestre.

En glissement annuel, la production industrielle s'est nettement améliorée, de 24,3% au quatrième trimestre 2025. Cette dynamique est expliquée par la bonne tenue des industries manufacturières qui se sont confortées à travers une hausse de 8,2%, soutenues principalement par les industries agroalimentaires (+9,0%) et la production chimique (+19,2%). La production de matériaux de construction s'est confortée de 5,3%, tandis que l'activité de raffinage s'est améliorée de 4,7%. La production d'énergie, pour sa part, est restée vigoureuse, avec une amélioration de 15,9% par rapport à la même période de l'année précédente, également portée par la production d'électricité qui a augmenté de 16,3% au quatrième trimestre 2025. Par ailleurs, le secteur industriel s'est renforcé avec l'extraction d'hydrocarbures qui a inhibé les contreperformances relevées dans l'extraction de minerais d'or (-10,4%). En effet, le secteur extractif s'est renforcé de 50,0%, au quatrième trimestre 2025, comparativement à la même période de l'année précédente.

Au total, sur l'année 2025, la production industrielle au Sénégal s'est relevée, avec un taux de croissance de 24,9%, soutenue par le dynamisme des activités extractives (+66,9%), la bonne tenue des industries manufacturières (+4,2%) confortée par le raffinage de pétrole (+26,2%) et l'accroissement de la production d'énergie (+8,4%).

Au Togo, le secteur industriel est resté vigoureux au quatrième trimestre 2025, avec une hausse de 15,5% de la production, par rapport au trimestre précédent, soutenue par le dynamisme des industries manufacturières (+19,9%), la consolidation de la production d'énergie (+11,9%) et la bonne tenue des activités minières (+3,4%). Ces résultats ont été amoindris par les difficultés relevées dans les industries de l'environnement qui se sont contractées de 17,4% sur la période.

En glissement annuel, l'activité industrielle togolaise s'est affermie de 15,6%, tirée essentiellement par la vigueur de la production dans le secteur manufacturier. Ce dernier s'est réconforté de 21,6% au quatrième trimestre 2025, comparativement à la même période de l'année précédente, alors qu'au même moment, les autres sous-secteurs ont enregistré des croissances certes positives, mais relativement faibles. En effet, les activités extractives ont augmenté de 0,8%, tandis que la production d'électricité a cru de 1,1%. Les industries de l'environnement, pour leur part, se sont relevées de 1,0% sur la période. Quant à la vigueur des industries manufacturières, elle a été soutenue par le dynamisme de la fabrication de produits chimiques (+138,2%), le travail du bois (+108,8%) et la consolidation dans les industries agroalimentaires (+6,4%) et de matériaux minéraux (+11,1%).

En cumul, sur l'année 2025, l'activité industrielle s'est confortée de 12,2% au Togo, ce qui corrobore la dynamique du secteur relevée au courant du quatrième trimestre. Toutefois, les performances du secteur ont été amoindries par la contraction de 4,5% de la production d'énergie, influencée par le captage, le traitement et la distribution d'eau qui a enregistré une baisse de sa production de 9,7%. La production d'électricité s'est confortée de 1,5%, mais elle a été insuffisante pour contrebalancer le repli de la production d'eau. L'industrie chimique (+125,7%) et le travail de bois (+87,0%) ont été les moteurs de la croissance dans le secteur manufacturier qui a aussi été soutenu par la bonne tenue de la production agroalimentaire (+6,4%).

■ Activité dans le commerce et les services¹¹

En **Côte d'Ivoire**, le commerce a affiché une bonne dynamique au quatrième trimestre 2025, avec une hausse de 19,0% de son indice par rapport au trimestre précédent. Cette accélération repose sur la performance du commerce de gros et des activités d'intermédiaires (+45,1%), ainsi que sur la bonne tenue des segments « automobile » (+17,0%) et « commerce de détail » (+18,6%). La progression est plus marquée en glissement annuel (+17,2%).

La **Guinée-Bissau** a enregistré une progression modérée de 1,0% au quatrième trimestre 2025. Ce résultat a été principalement soutenu par les « produits de la pêche et de l'aquaculture » (+1,7%), l'« équipement ménager », les « matériaux de construction » (+1,0%) et les « produits pétroliers » (+0,7%). En glissement annuel, l'indice a progressé de 7,2%.

Au troisième trimestre 2025, le chiffre d'affaires du commerce au **Sénégal**, a baissé de 2,3% par rapport au trimestre précédent. Ce recul est imputable aux baisses observées dans les sous branches « commerce et réparation d'automobiles et de motocycles » (-7,1%), « commerce de gros » (-4,5%) et « commerce de détail » (-1,2%). Cependant, comparé à la même période de 2024, l'indice a reculé de 7,1%.

Pour les services, l'indice est ressorti en hausse de 3,3% au troisième trimestre 2025, grâce à la bonne tenue des sous-branches « production audio et vidéo : télévision, cinéma et son » (163,4%), « activités des auxiliaires financiers et d'assurance » (99,7%), « programmation télévisuelle ; radiodiffusion » (26,8%), « édition » (25,2%), et « transport aérien » (18,9%). En glissement annuel, l'indice est ressorti en hausse 5,0%.

■ Créations d'entreprises¹²

En **Guinée-Bissau**, le nombre d'entreprises enregistrées s'est établi à 194 au quatrième trimestre 2025, contre 203 au trimestre précédent, marquant un repli de 4,4 %. Toutefois, en glissement annuel, l'indice affiche une forte progression (47,0%).

Au troisième trimestre 2025, le nombre d'entreprises enregistrées au **Niger**, s'est affiché à 4937, contre 6559 le trimestre précédent, soit une hausse de 24,7%. Comparé au quatrième trimestre 2024, la création d'entreprises a chuté de 25,4%.

Le **Sénégal** a affiché une bonne progression du nombre de nouvelles entreprises au quatrième trimestre 2025, avec 26 685 entreprises enregistrées, soit un bond de 32,0 % par rapport aux 20 213 entreprises enregistrées au troisième trimestre 2025. Par rapport à la même période en 2024, ce nombre est en baisse de 1,1%.

Au **Togo**, la création d'entreprises a baissé de 7,4 % au quatrième trimestre 2025, avec 3103 entreprises enregistrées, contre 3 352 au trimestre précédent. Par contre, en glissement annuel, il a été observé une hausse de 5,5%.

2.2. Evolution de l'inflation

En variation trimestrielle, les prix à la consommation au sein de l'Union se sont repliés de 0,7% au quatrième trimestre 2025. Cette contraction des prix au niveau régional a été essentiellement expliquée par la détente des prix des produits de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » qui ont enregistré une baisse de 2,1% par

¹¹ L'analyse de l'activité dans le commerce et les services reste partielle pour l'Union. Seuls, la Guinée Bissau et la Côte ont transmis des données au titre du quatrième trimestre 2025 tandis que les données relatives au Sénégal ne sont disponibles que jusqu'au troisième trimestre 2025.

¹² L'analyse de la création d'entreprises reste partielle pour l'Union. Les données relatives au Niger ne sont disponibles que jusqu'au troisième trimestre 2025, tandis que les autres États membres n'ont pas encore transmis leurs statistiques pour la période sous revue.

rapport au trimestre précédent. Les prix des boissons alcoolisées et stupéfiants se sont aussi inscrits en baisse de 0,3% sur la même période. Par contre, les prix des autres divisions de consommation se sont globalement maintenus sur une tendance positive, bien que moindre, pour influencer la tendance baissière de l'évolution de l'indice des prix au niveau régional.

Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

DIVISIONS DE CONSOMMATION	Pond.	2024	2025				Variation (%)	
		T4 (1)	T1 (2)	T2 (3)	T3 (4)	T4 (5)	ToT	YoY
01. PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES	3707	105,2	105,3	105,9	106,2	104,0	-2,1	-1,2
02. BOISSONS ALCOOLISEES, TABAC ET STUPEFIANTS	74	103,3	101,8	102,8	103,7	103,4	-0,3	0,1
03. VETEMENTS ET CHAUSSURES	534	101,3	101,7	101,8	101,9	101,8	0,0	0,5
04. LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ ET AUTRES COMBUSTIBLES	1088	103,7	103,6	104,5	105,4	105,8	0,3	2,0
05. AMEUBLEMENT, EQUIPEMENT MENAGER ET ENTRETIEN MENAGER COURANT	354	104,1	101,8	102,2	102,3	102,4	0,2	-1,6
06. SANTE	529	104,5	101,8	102,2	102,3	102,6	0,3	-1,9
07. TRANSPORT	925	101,6	101,6	100,9	100,8	100,9	0,0	-0,7
08. INFORMATION ET COMMUNICATION	781	100,7	101,0	102,2	101,8	101,8	0,0	1,1
09. LOISIRS, SPORT ET CULTURE	151	101,3	99,8	99,9	100,5	101,1	0,6	-0,2
10. SERVICES D'ENSEIGNEMENT	212	102,1	101,8	101,9	102,2	102,9	0,7	0,8
11. RESTAURANTS ET SERVICES D'HEBERGEMENT	1249	105,6	102,0	102,7	102,6	102,7	0,0	-2,8
12. ASSURANCES ET SERVICES FINANCIERS	24	99,1	99,3	98,9	99,1	100,7	1,7	1,7
13. SOINS PERSONNELS, PROTECTION SOCIALE ET BIENS ET SERVICES DIVERS	373	102,3	101,6	101,8	102,0	102,4	0,4	0,1
00. IPHC	10000	104,0	103,2	103,7	103,9	103,2	-0,7	-0,8

Source : Commission de l'UEMOA, mars 2025.

En glissement annuel, les prix à la consommation au quatrième trimestre 2025 se sont également contractés de 0,8% pour corroborer la tendance baissière du niveau général des prix relevées sur les trimestres précédents. La baisse des prix par rapport au quatrième trimestre 2024 est principalement soutenue par la baisse des prix des produits alimentaires (-1,2%) et des prix des services de restauration et d'hébergement (-2,8%). Les prix des services de santé et de transport ont également reculé respectivement des 1,9% et de 0,7% par rapport au quatrième trimestre 2024. Cependant, l'évolution des prix des logement, eau, électricité et gaz (+2,0%) ainsi que celles des prix des assurances et services financières (+1,7%) ont amoindri la tendance baissière sur ce trimestre.

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

Etats membre	Pond.	2024	2025				Variation (%)	
		T4 (1)	T1 (2)	T2 (3)	T3 (4)	T4 (5)	ToT.	YoY
BENIN	959	100,4	101,7	103,2	102,5	101,9	-0,6	1,4
BURKINA	1046	105,9	102,9	104,6	104,0	103,0	-1,0	-2,7
COTE D'IVOIRE	3373	103,7	102,8	103,7	104,0	103,8	-0,1	0,1
GUINEE-BISSAU	97	105,3	107,4	104,8	103,0	103,1	0,1	-2,1
MALI	1148	105,5	105,2	105,5	106,1	105,5	-0,6	-0,1
NIGER	943	107,6	108,1	105,8	103,4	98,7	-4,5	-8,3
SENEGAL	1827	101,4	101,0	100,5	103,5	104,0	0,5	2,5
TOGO	607	101,9	102,9	104,9	103,6	102,0	-1,6	0,1
UEMOA	10000	104,0	103,2	103,7	103,9	103,2	-0,7	-0,8

Source : Commission de l'UEMOA, mars 2025.

Dans les Etats membres, les prix à la consommation, en variation trimestrielle, ont baissé presque partout, à l'exception de la Guinée-Bissau et du Sénégal où les prix se sont,

respectivement, relevés de 0,1% et de 0,5%. La baisse des prix, au quatrième trimestre, a été plus accentuée au Niger, avec un repli de 4,5% en variation trimestrielle, soit une contribution de 0,4 point sur l'évolution des prix au niveau régional (-0,7%).

En glissement annuel, les prix à la consommation ont chuté au Burkina Faso (-2,7%), en Guinée-Bissau (-2,1%), au Mali (-0,1%) et au Niger (-8,3%). Ces évolutions ont été contrebalancées par les hausses des prix dans les autres Etats membres, notamment au Sénégal où les prix à la consommation au quatrième 2025 ont augmenté de 2,5%, malgré les mesures prises par les autorités au courant du mois de décembre, relatives à la baisse des prix du carburant. Au Bénin, l'IHPC du quatrième trimestre s'est relevé de 1,4% sur la période.

L'inflation sous-jacente, au quatrième trimestre 2025, est ressorti positive, en hausse de 0,1% au niveau régional, sous l'effet de l'augmentation de 0,2% des prix des énergies, en glissement annuel, et d'une baisse de 0,9% des prix des produits frais sur la même période. L'inflation sous-jacente a été plus prononcée au Sénégal et au Mali où les prix hors produits frais et énergie ont, respectivement, augmenté de 2,8% et de 1,8% au quatrième trimestre 2025, en glissement annuel. Elle est ressortie en baisse de 0,7% au Bénin, 0,8% au Burkina Faso, 0,2% en Côte d'Ivoire, 0,3% en Guinée-Bissau, 2,6% au Niger et 0,5% au Togo.

Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

Libelle	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits frais	2,3	-0,8	0,5	-3,1	-2,6	-5,7	0,1	-0,3	-0,9
Energie	0,7	0,0	-0,4	-1,1	1,0	0,0	0,0	0,8	0,2
Hors produits frais et énergie	-0,7	-0,8	-0,2	-0,3	1,8	-2,6	2,8	-0,5	0,1
Local	0,8	-2,1	0,0	-2,0	1,1	-4,7	3,6	0,7	-0,1
Importé	1,0	-0,5	0,0	0,0	-1,0	-4,3	-0,5	-0,8	-0,8

Source : Commission de l'UEMOA, mars 2025.

Globalement, sur l'année 2025, le taux d'inflation, mesuré par l'IHPC, en moyenne annuelle, est ressorti à 0,0%, contre 3,5% en 2024. Le taux d'inflation est resté en deçà de 3% dans tous les Etats membres. Le Burkina Faso et le Niger ont enregistré une désinflation, avec des hausses de prix respectives de 0,5% et de 4,7% en 2025, contribuant ainsi au recul de l'inflation globale. Le Mali a, quant à lui, enregistré le taux d'inflation le plus élevé de la région en 2025, avec 2,3%, suivi du Sénégal (+1,4%) et du Bénin (+1,1%). L'inflation est ressortie à 0,9% en Guinée-Bissau, 0,4% au Togo et 0,1% en Côte d'Ivoire.

2.3. Secteur extérieur

Au quatrième trimestre 2025, les exportations de l'Union ont enregistré une forte progression de 38,5%, tandis que les importations ont augmenté de 5,6%, par rapport au trimestre précédent. En comparaison avec le même trimestre de l'année 2024, la dynamique des échanges extérieurs est restée très favorable. En effet, les exportations ont affiché une hausse marquée de 46,5%, contre une progression plus modérée des importations (+1,8 %).

Pour l'ensemble de l'année 2025, les exportations et les importations de l'Union sont demeurées orientées à la hausse, avec des augmentations annuelles respectives de 46,6% et 6,5%.

■ Exportations

Au quatrième trimestre 2025, les exportations de l'Union se sont élevées à 23 400,2 mds, soit une hausse de 38,5% par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation reflète la bonne dynamique globale des ventes à l'extérieur des États membres. En effet, à l'exception de la Guinée Bissau (-86,8%) et du Niger (-15,4%), les exportations ont bondi au Bénin (+34,7%), au Burkina Faso (+41,7%), en Côte d'Ivoire (+36,9%), au Mali (+73,4%) et au Sénégal (+47,8%). Néanmoins, les ventes à l'extérieur du Togo (+1,7%) ont enregistré une hausse moins importante que celles les autres pays.

S'agissant des États membres ayant enregistré une hausse trimestrielle de leurs exportations, le Mali a connu la plus forte progression. Selon l'Institut National de la Statistique (INSTAT), dans son Bulletin trimestriel du commerce international des marchandises du quatrième trimestre 2025, cette hausse résulte de l'envolée de l'exportation d'or à usage non monétaire (hors minerais et concentrés), qui représente 91,0% de la valeur totale des ventes, en lien avec la montée des cours internationaux, combinée à une amélioration de la production. Les principaux clients du Mali au cours de la période sous revue ont été l'Afrique du Sud (67,1% du total), les Émirats arabes unis (11,7%), l'Australie (6,6%) et la Chine (4,4%). En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire a été la première destination des produits maliens, absorbant 3,1% de la valeur totale des exportations du trimestre sous revue. Elle a été suivie du Burkina Faso (0,5%) et du Sénégal (0,3%). En ce qui concerne le Bénin, d'après l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStaD), le « coton (à l'exclusion des linters), non cardé ni peigné » (+17,0 points de pourcentage), les « tourteaux et autres résidus solides... » (+4,2 points de pourcentage) et les « barres (autres que le fil machine du sous-groupe 676,1), en fer ou en acier... » (+3,0 points de pourcentage) ont été les principaux produits ayant contribué à la hausse de ses exportations par rapport au trimestre précédent. Le Bangladesh a continué d'être le premier partenaire du Bénin, recevant 35,9% de la valeur globale des ventes à l'extérieur du pays au cours du trimestre sous revue. Il a été suivi par l'Inde (11,5%), les États-Unis (7,1%) et la Chine (6,3%). Sur le plan continental, le Nigéria est demeuré le principal partenaire commercial africain du Bénin, représentant 2,7% de la valeur totale des exportations du trimestre sous revue. Il a été suivi par le Togo (2,5%) et la Côte d'Ivoire (1,2%).

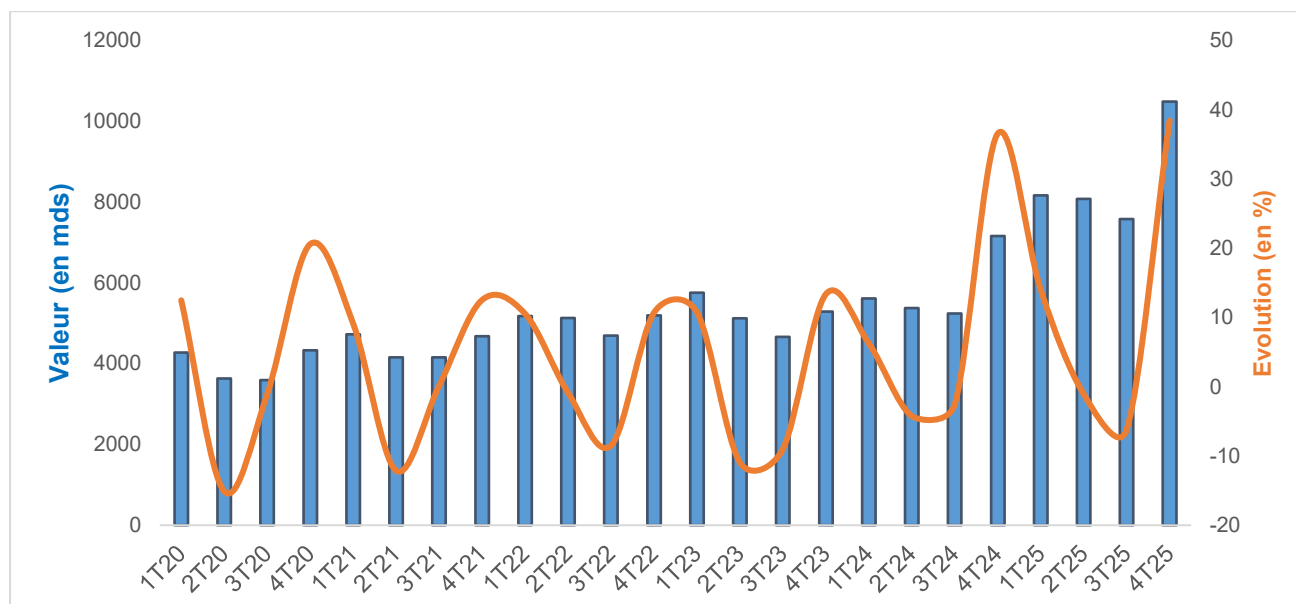
Parmi les États membres ayant enregistré une baisse de leurs exportations, le Niger a enregistré un repli trimestriel de 15,4%, principalement lié à la contraction de 17,6% des exportations des « huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux ». En revanche, les exportations de tous les autres produits ont connu des hausses, notamment celles relatives aux « hydrocarbures » (+12,1%), aux « animaux vivants » (+24,6%), aux « produits agricoles » (+16,8%) et aux « autres produits » (+87,0%).

En glissement annuel, les exportations de l'Union ont bondi de 46,5%, au quatrième trimestre 2025. Cette dynamique a résulté de la hausse des ventes dans l'ensemble des États membres, à l'exception du Niger, qui a connu une baisse de 22,3%. Le Burkina Faso

(+115,9%) et le Mali (+191,0%) ont affiché les plus fortes progressions, grâce au renforcement de leurs exportations d'or.

En cumul pour l'année 2025, les exportations de l'Union se sont élevées à 34 310,8 milliards de FCFA, soit une hausse annuelle de 46,6%, contre 12,3% en 2024, augurant un renforcement du solde commercial de la balance des paiements de la région.

Graphique 7 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des correspondants nationaux.

■ Importations

Au quatrième trimestre 2025, les importations de l'Union ont progressé de 5,6 % par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 8 213 mds de FCFA. Cette hausse résulte des augmentations des achats à l'extérieur dans tous les États membres, à l'exception du Bénin (-9,0%) et du Mali (-20,2 %) qui ont enregistré des baisses. En termes relatifs, la Guinée Bissau (+35%) a connu la plus forte progression, suivie du Sénégal (+26,8%), du Niger (+21%), de la Côte d'Ivoire (+7,0%), du Togo (+6,2%) et du Burkina Faso (+0,3%).

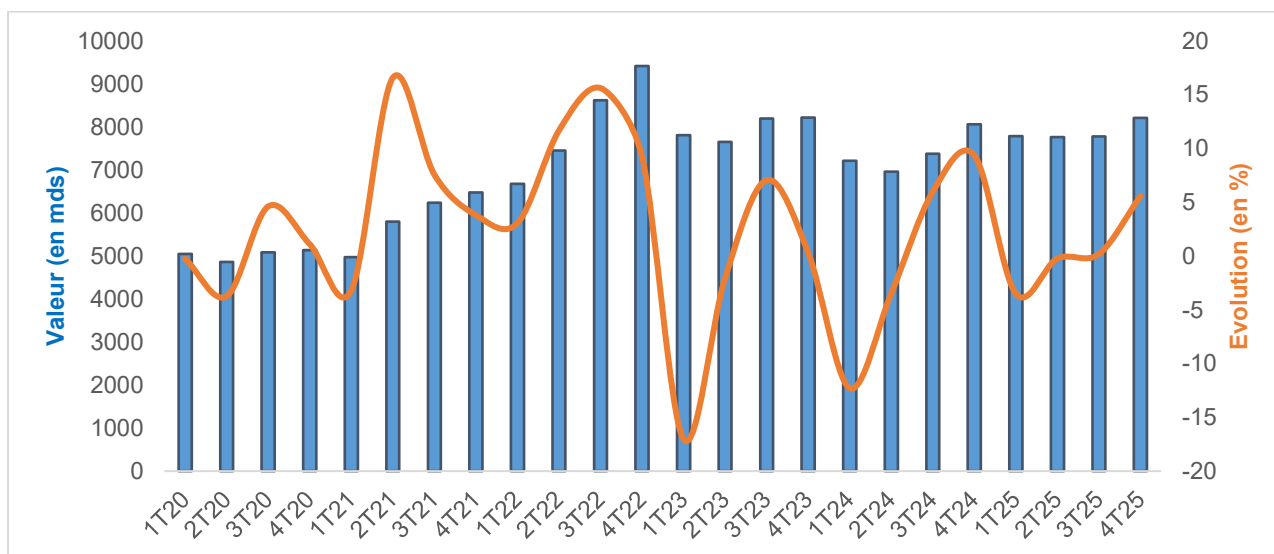
Concernant les pays pour lesquels les importations ont baissé, le recul au Mali résulte, notamment, de la baisse des achats à l'extérieur des produits « *céréales et préparations à base de céréales* » (-23,7%), ainsi que des « *sucres, préparations à base de sucre et miel* » (-13,0%), selon le rapport de l'INSTAT. Pour le Bénin, les principaux biens acquis à l'extérieur ayant contribué au recul des importations observé au cours du trimestre sous revue portent sur les « *hétérosides ; glandes et autres organes et leurs extraits ; sérums, vaccins et produits similaires* » (-0,7 point de pourcentage), les « *insecticides conditionnés pour la vente au détail, à l'état de préparations ou sous forme d'articles* » (-0,6 point de pourcentage) et les « *tubes et tuyaux rigides* » (-0,4 point de pourcentage), d'après l'INStAD.

Au quatrième trimestre 2025, les importations de l'Union ont enregistré une modeste progression de 1,8 % en glissement annuel. Cette évolution résulte des faibles hausses constatées dans les plus grands importateurs de l'Union que sont la Côte d'Ivoire, dont les achats totaux à l'extérieur ont représenté 35,1% de celles de l'Union pour la période sous revue, et le Sénégal pour lequel la part a été de 23,3% du total de l'Union. Les importations

pour ces deux (02) pays ont respectivement augmenté de 0,2% et 4,3%. Les baisses n'ont également, à ce niveau, été enregistrées que pour le Bénin (-3,9%) et le Mali (-8,4%).

En cumul pour l'année 2025, les importations de l'Union sont ressorties à 31 541,7 mds, correspondant à une hausse annuelle de 6,5%, après une baisse de 7,1% en 2024.

Graphique 8 : Evolution trimestrielle des importations en valeur de l'Union

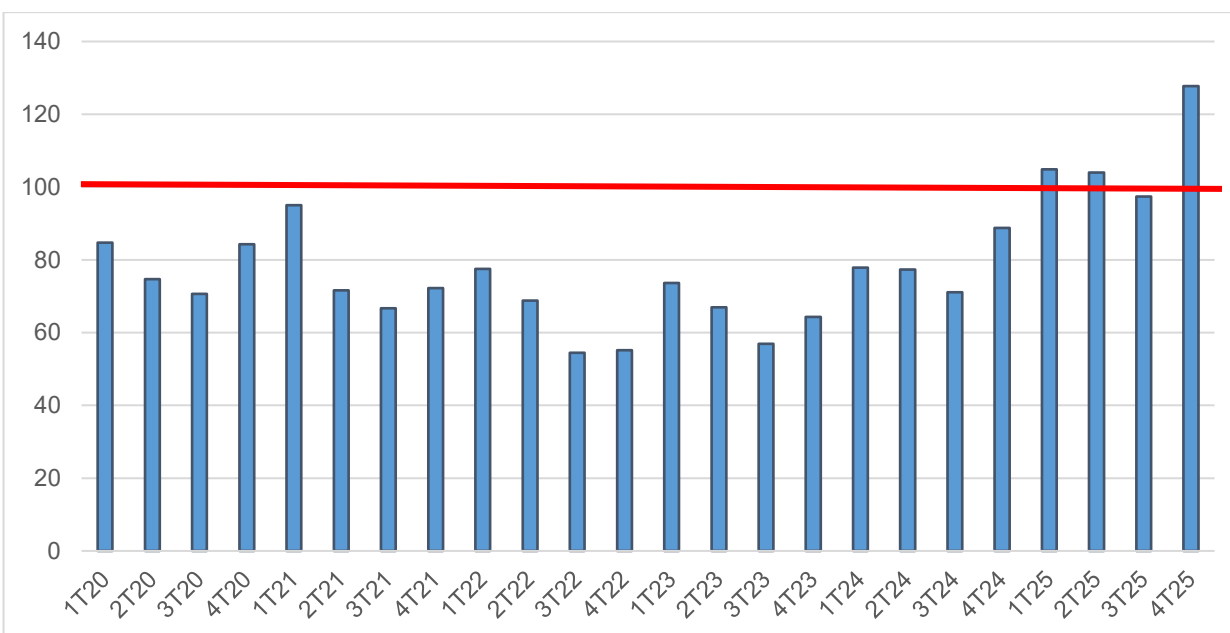


Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des correspondants nationaux.

■ Taux de couverture

Au quatrième trimestre 2025, trois (03) États membres, à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali ont vu leurs importations entièrement couvertes par leurs exportations, avec de nettes améliorations pour ces pays, par rapport au trimestre précédent. Le taux de couverture global de l'Union s'est fortement renforcé, s'établissant à 127,7% sur le trimestre sous revue, après 97,4% au trimestre précédent.

Graphique 9 : Evolution du taux de couverture des importations par les exportations de l'Union (en %)



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des correspondants nationaux.

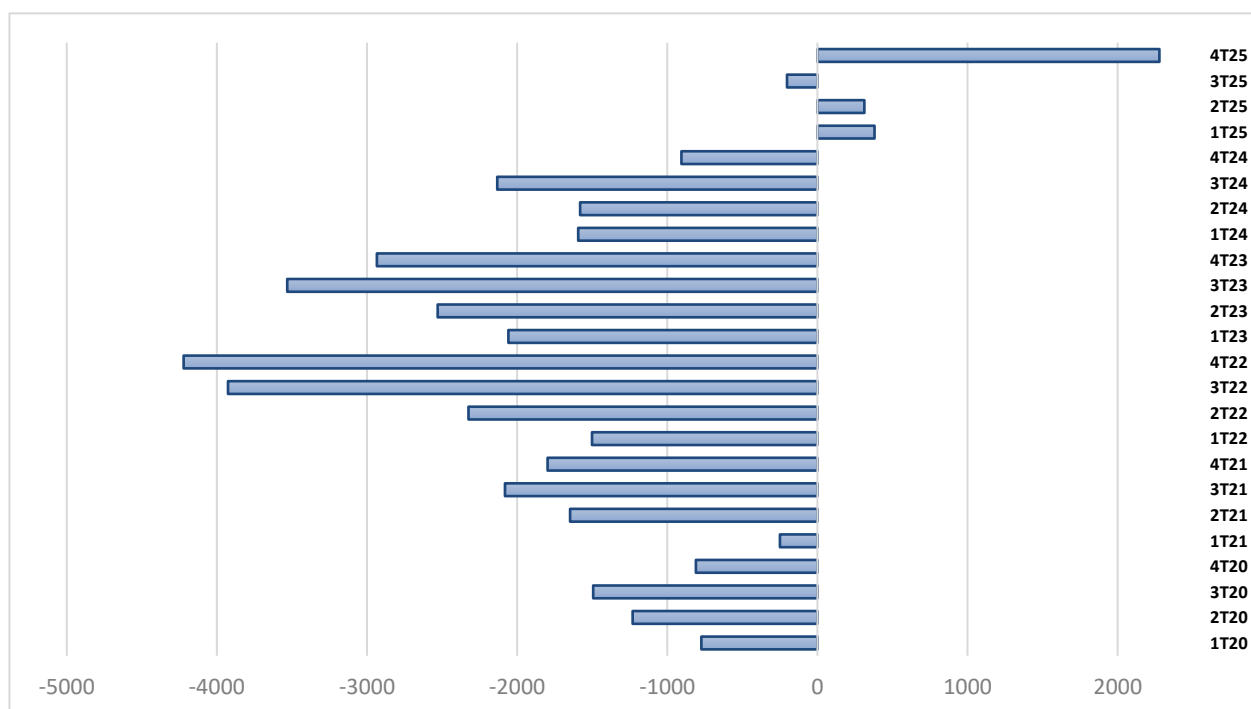
Par Etat membre, le taux de couverture au quatrième trimestre 2025 s'est respectivement présenté comme suit : Bénin (+25,4%, +8,2 pp), Burkina Faso (+181,9%, +53,1 pp), Côte d'Ivoire (+168,1%, +36,8 pp), Guinée Bissau (+18,8%, -174,1 pp), Mali (+148,3%, +80,0 pp), Niger (+79,3%, -34,1 pp), Sénégal (+85,5%, +12,1 pp) et Togo (+47,3%, -2,1 pp).

Le taux de couverture des importations par les exportations de l'Union s'est amélioré de 39,0 points de pourcentage, en glissement annuel. Cette amélioration résulte des hausses observées dans l'ensemble des États membres, à l'exception du Niger. Les évolutions par pays se présentent respectivement ainsi : Bénin (+3,8 pp), Burkina Faso (+92,4 pp), Côte d'Ivoire (+28,5 pp), Guinée Bissau (+7,6 pp), Mali (+101,6 pp), Niger (-54,7 pp), Sénégal (+27,3 pp) et Togo (+6,8 pp).

■ Solde commercial

Au quatrième trimestre 2025, le solde commercial de l'Union est passé d'un déficit de 202,4 mds le trimestre précédent à un excédent de 2 278,2 mds, soit l'un de ses plus hauts niveaux historiques. Cette amélioration résulte des excédents enregistrés au Burkina Faso (+224,8 mds), en Côte d'Ivoire (+1 965,4 mds) et au Mali (+419 mds) qui ont contrebalancé les déficits observés dans les autres États membres. Toutefois, par rapport au troisième trimestre 2025, le solde commercial s'est résorbé au Bénin (+79,6 mds) et au Sénégal (+129,3 mds). À l'inverse, il s'est plutôt creusé en Guinée Bissau (-68,6 mds), au Niger (-112,3 mds) et au Togo (-27,1 mds). En glissement annuel, le solde commercial de l'Union a connu une amélioration marquée, augmentant de 3 183,9 mds.

Graphique 10 : Evolution trimestrielle du solde commercial de l'Union (en mds)

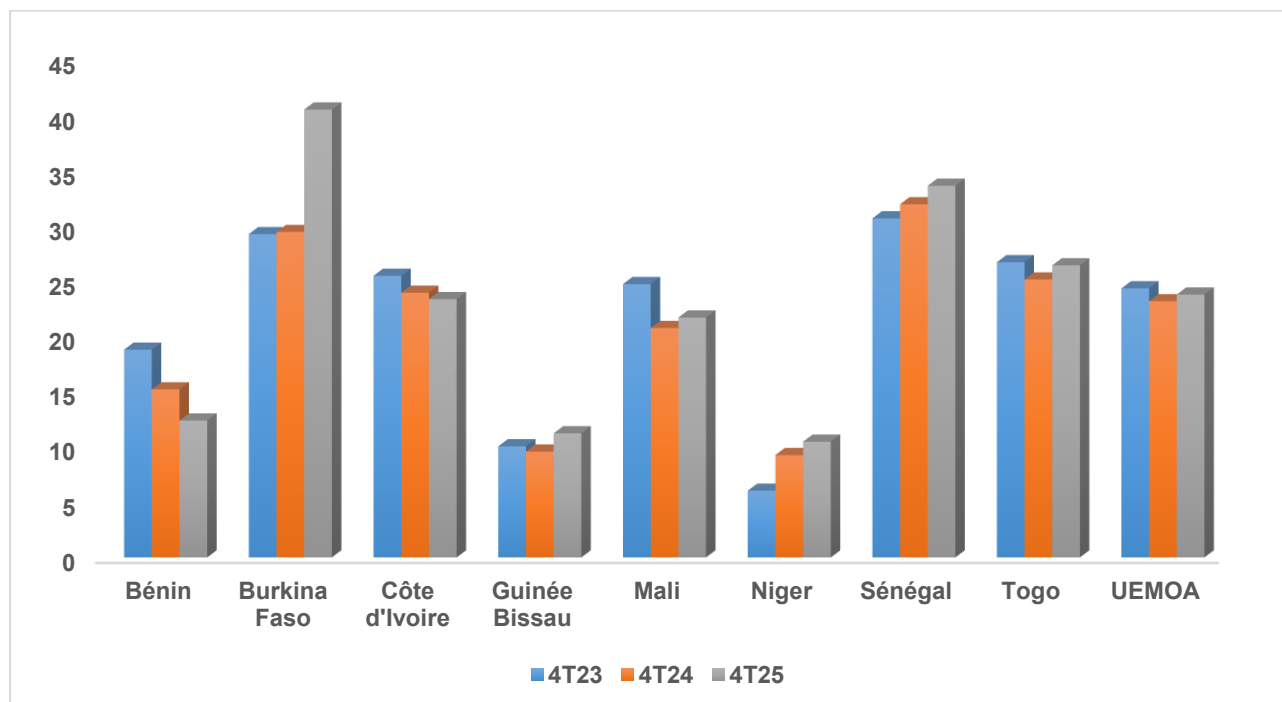


Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des correspondants nationaux.

■ Compétitivité extérieure : Taux de pénétration

Au quatrième trimestre 2025, le taux de pénétration de l'Union s'est légèrement amélioré de 0,6 pp, par rapport au trimestre précédent. Toutefois, comparativement au même trimestre de l'année 2024, il a baissé de 0,1 point de pourcentage.

Graphique 11 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des correspondants nationaux.

2.4. Finances publiques¹³

■ Recettes

Au cours du quatrième trimestre de l'année 2025, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union indiquent que les recettes budgétaires totales s'y sont établies à 6 679,8 mds, contre 5 626,9 mds au même trimestre de l'année précédente. Autrement dit, cette évolution correspond à une augmentation de 1 052,8 mds, en termes absolus, et à une légère progression relative de 18,7%, en glissement annuel.

Concernant les principales composantes des recettes, les données du quatrième trimestre 2025 indiquent que la hausse des recettes totales de l'Union, résulte de la dynamique de toutes leurs composantes. S'agissant des recettes fiscales, elles se sont affichées en hausse de 829,2 mds (+18,5%), par rapport au quatrième trimestre de l'année 2024. Cette évolution des recettes fiscales, au niveau régional, s'explique par la progression de celles-ci dans tous les Etats membres, notamment en Côte d'Ivoire (+341,7 mds, soit +18,5%), au Sénégal (+176,6 mds, soit +19,4%), au Niger (+114,6 mds, soit +49,4%), au Burkina Faso (+108,2 mds, soit +15,1%), au Mali (+85,6 mds, soit +11,3%) et en Guinée Bissau (+2,5, soit +10,6%). Quant aux recettes non fiscales de l'Union, elles sont ressorties en hausse de 224,1 mds (+34,5%), en glissement annuel. Cette progression a été essentiellement impulsée par la hausse de ces recettes au Burkina Faso (+133,9 mds, soit +125,6%), au Sénégal (+75,9 mds, soit +200,4%), au Mali (+15,8 mds, soit +10,6%) et en Côte d'Ivoire (+4,6 mds, soit +1,5%). Dans le même temps, les recettes non fiscales se sont affichées en baisse en Guinée Bissau (-3,9 mds, soit -27,3%) et au Niger (-2,3 mds, soit -6,9%).

¹³ Dans le cadre de la rédaction de la présente note, les données conjoncturelles du quatrième trimestre pour le Bénin et le Togo n'ont pas été disponibles. Il s'ensuit que les analyses sur la situation des finances publiques (recettes, dépenses et solde budgétaire) de l'Union au quatrième trimestre 2025 portent sur la situation régionale hors Bénin et hors Togo.

Tableau 6 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres au quatrième trimestre 2025 (en mds).

Rubriques	États membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	-	1137,6	2669,7	36,7	1199,3	385,5	1250,9	-
	<i>551,1</i>	<i>891,0</i>	<i>2387,3</i>	<i>38,0</i>	<i>1060,7</i>	<i>270,6</i>	<i>979,4</i>	<i>320,2</i>
	-	27,7%	11,8%	-3,5%	13,1%	42,5%	27,7%	-
Recettes Fiscales	-	824,7	2188,1	26,4	840,8	346,8	1086,9	-
	<i>498,3</i>	<i>716,5</i>	<i>1846,4</i>	<i>23,8</i>	<i>755,2</i>	<i>232,2</i>	<i>910,3</i>	<i>258,4</i>
	-	15,1%	18,5%	10,6%	11,3%	49,4%	19,4%	-
Recettes non fiscales	-	240,5	313,7	10,3	164,2	30,6	113,7	-
	<i>34,0</i>	<i>106,6</i>	<i>309,1</i>	<i>14,2</i>	<i>148,4</i>	<i>32,8</i>	<i>37,9</i>	<i>61,7</i>
	-	125,6%	1,5%	-27,3%	10,6%	-6,9%	200,4%	-
Dépenses Totales	-	1031,8	2937,8	85,0	1042,8	535,7	1464,8	-
	<i>616,8</i>	<i>1092,5</i>	<i>3079,2</i>	<i>75,5</i>	<i>994,2</i>	<i>376,4</i>	<i>1811,9</i>	<i>450,3</i>
	-	-5,6%	-4,6%	12,6%	4,9%	42,3%	-19,2%	-
Dépenses Courantes	-	654,2	2199,0	45,1	247,1	330,6	1091,9	-
	<i>350,0</i>	<i>458,3</i>	<i>1988,8</i>	<i>66,1</i>	<i>209,3</i>	<i>248,1</i>	<i>1311,9</i>	<i>250,5</i>
	-	42,7%	10,6%	-31,8%	18,1%	33,3%	-16,8%	-
Dépenses en Capital	-	377,6	738,8	39,3	291,6	205,0	372,9	-
	<i>266,8</i>	<i>634,1</i>	<i>1090,3</i>	<i>12,1</i>	<i>274,6</i>	<i>128,2</i>	<i>500,0</i>	<i>199,8</i>
	-	-40,5%	-32,2%	224,5%	6,2%	59,9%	-25,4%	-
Solde Global	-	105,8	-268,1	-48,3	156,5	-150,2	-213,9	-
	<i>-65,6</i>	<i>-201,5</i>	<i>-691,9</i>	<i>-37,5</i>	<i>66,5</i>	<i>-105,8</i>	<i>-832,5</i>	<i>-130,1</i>
	-	-152,5%	-61,2%	28,8%	135,3%	42,0%	-74,3%	-

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du quatrième trimestre 2025, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du quatrième trimestre 2024. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA.

■ Dépenses

Au quatrième trimestre 2025, les dépenses publiques totales de l'Union se sont inscrites en baisse de 331,6 mds, soit une diminution de 4,5% en termes relatifs, par rapport au quatrième trimestre 2024. Cette baisse des dépenses publiques régionales a été notamment portée par les baisses relativement importantes, relevées en Côte d'Ivoire (-141,3 mds, soit -4,6%), au Sénégal (-347,1 mds, soit -19,2%) et au Burkina Faso (-60,7 mds, soit -59,9%), respectivement. Sur la période, le Niger (+159,3 mds, soit +42,3%), le Mali (+48,7 mds, soit 4,9%), et la Guinée-Bissau (+9,5 mds, soit +12,6%) ont enregistré des augmentations de leurs dépenses.

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques totales de l'Union selon leurs principales composantes permet de constater que la baisse des dépenses publiques observée au niveau régional est due à la baisse des dépenses en capital de l'Union. Concernant les dépenses courantes de l'Union, elles sont ressorties en hausse de 285,5 mds (+6,7%), par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente. Cette hausse des dépenses courantes a été principalement impulsée par les augmentations relevées en Côte d'Ivoire (+210,2 mds, soit

+10,6%), au Burkina Faso (+195,9 mds, soit +42,7%), au Niger (+82,5 mds, soit +33,3%) et au Mali (+37,9 mds, soit +18,1%). Sur la période, seuls le Sénégal (-219,9 mds, soit -16,8%) et la Guinée Bissau (-21,0 mds, soit -31,8%) ont enregistré des baisses de leurs dépenses courantes. S'agissant des dépenses en capital, elles sont globalement ressorties en baisse de 614,3 mds, soit une diminution relative d'environ 23,3%, par rapport au quatrième trimestre 2024. Cette évolution des dépenses d'investissement au niveau de la région s'explique notamment par la baisse constatée en Côte d'Ivoire (-351,5 mds, soit -32,2%), au Burkina Faso (-256,5 mds, soit -40,5%) et au Sénégal (-127,1 mds, soit -25,4%). Sur la période, le Niger (+76,8 mds, soit +59,9%), la Guinée Bissau (+27,2 mds, soit +224,5%) et le Mali (+16,9 mds, soit +6,2%) ont enregistré des hausses de leurs dépenses d'investissement.

■ *Solde budgétaire*

Au terme du quatrième trimestre 2025, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union s'est améliorée de 1 384,4 mds, par rapport au quatrième trimestre 2024, pour se situer à -418,2 mds. Cette baisse observée du déficit budgétaire a été principalement induite par la baisse des dépenses totales. Cette amélioration du déficit budgétaire résulte essentiellement des niveaux élevés de l'amélioration de la position budgétaire observés au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, respectivement de 618,6 mds, 423,8 mds et 307,3 mds. Sur la même période, une amélioration a été relevée au Mali où l'excédent budgétaire a augmenté de 90,0 mds par rapport à la situation du quatrième trimestre 2024 pour se situer à 156,5 mds au quatrième trimestre 2025. En revanche, les soldes budgétaires du Niger et de la Guinée Bissau se sont dégradés de 44,4 mds et 10,8 mds en glissement annuel, pour se situer, respectivement, à -150,2 mds et -48,3 mds et au quatrième trimestre 2025.

2.5. Situation monétaire

■ *Masse monétaire*

Au terme du quatrième trimestre 2025, la situation monétaire de l'Union indique une hausse de 5 211,7 mds, en termes absolus, correspondant, en variation trimestrielle, à une progression de 9,8%, en termes relatifs. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique par l'évolution à la hausse de la masse monétaire dans la plupart des Etats membres. En effet, par rapport au troisième trimestre 2025, les disponibilités monétaires se sont affichées en hausse en Côte d'Ivoire (+2 658,1 mds, soit +12,2%), au Sénégal (+807,8 mds, soit +7,5%), au Mali (+574,5 mds, soit +11,9%), au Burkina Faso (+527,1 mds, soit +8,2%), au Bénin (+383,7 mds, soit +10,0%), au Niger (+164,9 mds, soit +8,2%) et au Togo (+101,3 mds, soit +3,3%). Cependant la masse monétaire est ressortie en baisse en Guinée Bissau (-5,8 mds, soit -1,1%) sur la même période.

■ *Actifs extérieurs nets*

Concernant les actifs extérieurs nets au niveau de l'Union, l'analyse des données du quatrième trimestre 2025 indique une évolution à la hausse d'un montant de 3 206,9 mds (soit, +23,6 %), par rapport au troisième trimestre de la même année. Cette augmentation des disponibilités extérieures nettes de l'Union, observée en variation trimestrielle, s'explique par les hausses enregistrées dans les actifs extérieurs nets de tous les Etats membres de l'Union, notamment en Côte d'Ivoire (+1 133,3 mds, soit +19,9%), au Burkina Faso (+640,7

mds, soit +26,0%), au Mali (+525,8 mds, soit +256,8%), au Sénégal (+342,5 mds, soit +15,2%), au Bénin (+366,2 mds, soit +27,4%), au Niger (+132,9 mds, soit +38,0%) et au Togo (+76,4 mds, soit +7,5%). En revanche, les actifs extérieurs nets ont évolué à la baisse en Guinée-Bissau (-10,9 mds, soit -4,0%).

Tableau 7 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres au quatrième trimestre 2025 (en mds)

Rubriques	États membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	4225,7	6963,0	24529,4	535,2	5392,0	2181,8	11568,4	3155,7
	3842,0	6435,9	21871,2	541,0	4817,5	2016,9	10760,6	3054,4
	10,0%	8,2%	12,2%	-1,1%	11,9%	8,2%	7,5%	3,3%
Actifs Extérieurs Nets	1703,0	3100,4	6825,7	263,0	730,5	482,3	2597,2	1092,9
	1336,7	2459,7	5692,3	273,9	204,7	349,4	2254,7	1016,5
	27,4%	26,0%	19,9%	-4,0%	256,8%	38,0%	15,2%	7,5%
BCEAO	-254,0	792,9	5792,6	196,3	132,8	305,3	2390,4	-193,6
	-746,0	330,5	4556,5	201,4	-306,3	167,4	1693,4	-262,8
	-65,9%	139,9%	27,1%	-2,5%	-143,4%	82,4%	41,2%	-26,3%
Banques Commerciales	1957,0	2307,5	1033,0	66,6	597,7	177,0	206,7	1286,5
	2082,7	2129,1	1135,8	72,6	511,1	182,0	561,3	1279,2
	-6,0%	8,4%	-9,0%	-8,3%	17,0%	-2,8%	-63,2%	0,6%
Créances sur les autres secteurs	3068,7	4044,1	14411,8	169,9	3788,4	1298,9	7296,3	1803,4
	3044,0	4147,4	13115,1	167,7	3736,0	1284,3	7068,7	1770,3
	0,8%	-2,5%	9,9%	1,3%	1,4%	1,1%	3,2%	1,9%
Créances nettes sur l'administration centrale	273,5	1034,6	7697,7	156,6	2135,7	739,5	4158,4	652,3
	228,2	850,5	7216,4	154,1	2163,6	792,5	3883,3	646,5
	19,9%	21,7%	6,7%	1,6%	-1,3%	-6,7%	7,1%	0,9%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du quatrième trimestre 2025, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2025. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO, Calculs faites par la Commission de l'UEMOA.

■ Créances sur les autres secteurs

Sur le quatrième trimestre 2025, les créances sur les autres secteurs se sont affichées en hausse de 1 547,9 mds, au niveau régional, soit une augmentation de 4,5%, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les autres secteurs de l'économie, hors administrations publiques, tient aux hausses enregistrées dans la plupart des Etats membres de l'Union, notamment en Côte d'Ivoire (+1 296,7 mds, soit +9,9%), au Sénégal (+227,6 mds, soit +3,2%), au Mali (+52,4 mds, soit +1,4%), au Togo (+33,1 mds, soit +1,9%), au Bénin (+24,7 mds, soit +0,8%), au Niger (+14,6 mds, soit +1,1%) et en Guinée-Bissau (+2,2 mds, soit +1,3%). Cependant, les créances sur les autres administrations sont ressorties en baisse au Burkina Faso (-103,4 mds, soit -2,5%).

■ Créances nettes sur l'administration centrale

Au terme du quatrième trimestre 2025, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union que les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales se sont établies à 16 848,2 mds, contre 15 935,0 mds au trimestre précédent, soit une hausse absolue de 913,2 mds, correspondant à une détérioration relative de 5,7% de la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire. Du point de vue des Etats membres, cette détérioration de ladite position résulte des augmentations des créances sur les administrations centrales relevées dans certains Etats membres de l'Union, notamment, en Côte d'Ivoire (+481,3 mds, soit 6,7), au Sénégal (+275,1 mds, soit +7,1%), au Burkina Faso (+184,2 mds, soit 21,7%), au Bénin (+ 45,3 mds, soit 19,9%), au Togo (+ 5,8 mds, soit +0,9%) et en Guinée Bissau (+2,5 mds, soit +1,6%). Cependant, les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales ont évolué à la baisse au Mali (-53,0 mds, soit -6,7%) et au Niger (-27,9 mds, soit -1,3%).

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Octobre 2025 : L'économie américaine subit les contrecoups de la politique protectionniste avec une inflation qui stagne à 2,7% sur un an, au mois de juin. Cette situation, marquée par l'entrée en vigueur officielle des surtaxes douanières au 1^{er} août visant des dizaines de pays, suscite une vive inquiétude au sein de la Réserve fédérale américaine, face au risque de ralentissement des échanges.

Source : www.latribune.fr

Octobre 2025 : Le taux de chômage en zone euro a atteint un point bas historique à 6,4%. Malgré le ralentissement industriel, la pénurie de main-d'œuvre protège l'économie d'une récession brutale.

Source : www.ecb.europa.eu

Octobre 2025 : Pékin a annoncé des contrôles d'exportation drastiques sur les terres rares, le gallium et le germanium, en réponse aux pressions technologiques américaines.

Source : www.whitehouse.gov

Octobre 2025 : Un shutdown (paralysie budgétaire) record de 43 jours a entraîné la suspension de nombreux services fédéraux et le report de la publication des indicateurs économiques majeurs.

Source : www.theguardian.com

Novembre 2025 : En relation avec la fin du *shutdown* débuté en octobre, l'économie tente un rebond avec une création modeste de 56 000 à 64 000 emplois, un chiffre qui reste bien en deçà des attentes historiques.

Source : www.theguardian.com/ www.aa.com.tr

Novembre 2025 : En France et dans plusieurs pays de l'UE, des réformes majeures sur les « heures creuses » entrent en vigueur le 1^{er} novembre, pour mieux adapter la consommation à la production solaire et éolienne record.

Source : www.moncourtierenergie.com/ tecsol.blogspot.com

Novembre 2025 : L'inflation en zone euro se maintient à 2,1 %. Pour la première fois depuis 2021, la hausse des prix de l'énergie devient négative (-0,5 %), soulageant le pouvoir d'achat des ménages.

Source : <https://www.lesechos.fr>

Novembre 2025 : L'excédent commercial chinois est en voie de dépasser les 1 000 milliards de dollars sur l'année. Les exportations vers l'ASEAN et l'UE compensent largement la baisse de 19,8 % des ventes vers les États-Unis.

Source : www.lagazettefrance.fr

Novembre 2025 : Le soutien financier à l'Ukraine connaît un basculement structurel, suite à l'arrivée de Donald Trump à Washington. L'Europe, incluant le Royaume-Uni, s'affirme

désormais comme le premier bailleur avec 166,2 milliards d'euros d'aides allouées contre 114,6 milliards pour les États-Unis, compensant ainsi le désengagement américain.

Source : www.latribune.fr

Décembre 2025 : La Commission européenne a soumis aux États membres sa feuille de route climatique à l'horizon 2040. Les objectifs restent élevés, mais Bruxelles est contrainte d'introduire des « flexibilités » pour apaiser les réticences de certains pays membres, au grand regret des organisations non gouvernementales.

Source : www.latribune.fr

Décembre 2025 : En rupture avec la dérégulation prônée par les États-Unis, la Chine a profité de la Conférence mondiale sur l'intelligence artificielle (IA) de Shanghai pour appeler à une coopération mondiale renforcée. Cette stratégie vise à accroître son « soft power » technologique, tout en mettant l'accent sur la sécurité des systèmes d'IA.

Source : www.latribune.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Octobre 2025 - Côte d'Ivoire : Le démarrage des activités de la Bourse des Matières Premières Agricoles (BMPA) est présenté comme un levier de souveraineté alimentaire et de justice commerciale. Cette réforme majeure vise à améliorer durablement le revenu des producteurs ivoiriens.

Source : www.gouv.ci

Octobre 2025 - Côte d'Ivoire : Pour la campagne de commercialisation du café et du cacao 2025-2026, le prix bord champ du cacao est fixé à 2 800 FCFA le kg et celui du café à 1 700 FCFA le kg. Ce nouveau prix du cacao représente une augmentation de 600 FCFA par rapport au prix de la précédente campagne intermédiaire, qui était de 2 200 FCFA. En ce qui concerne le prix du café, il a augmenté de 200 FCFA. Ces prix constituent une avancée concrète dans la valorisation du travail des agriculteurs.

Source : www.gouv.ci

Octobre 2025 - Niger : Les exportations pétrolières via le pipeline Niger-Bénin se stabilisent. Les revenus pétroliers générés commencent à impacter, de manière significative et positive, les réserves de change nationales, consolidant ainsi la position macroéconomique du pays.

Source : www.financialafrik.com

Octobre 2025 – Togo : Le Togo a bouclé sa première sortie au titre du 4^e trimestre de l'année sur le marché des titres publics de l'UEMOA. En quête de 25 milliards FCFA, le pays a finalement mobilisé 27,5 milliards FCFA.

Source : www.republiquetogolaise.com

Novembre 2025 - Mali : Le climat des affaires est marqué par la conclusion des renégociations des contrats miniers sous l'égide du nouveau Code Minier. Cette mesure permet une augmentation substantielle de la participation de l'État dans les mines d'or exploitées par les multinationales, augmentant ainsi les recettes publiques.

Source : www.koulouba.ml

Novembre 2025 - Burkina Faso : Le pays renforce sa position de leader minier au sein de la zone AES, grâce à l'augmentation des revenus miniers directement versés au Trésor

public. Ce dynamisme est soutenu par l'opérationnalisation de la banque de données sur le commerce extérieur.

Source : www.horonyafinance.com

Décembre 2025 - Togo : Le Trésor public togolais maintient sa stratégie de mobilisation sur le marché des titres de l'UMOA, après avoir levé 33 milliards FCFA en août, via des Bons Assimilables du Trésor (BAT). Ces fonds soutiennent, notamment, les investissements dans les centres d'enseignement technique (ETFP) financés en partenariat avec la BIDC.

Source : www.launetogo.tg

Décembre 2025 – Côte d'Ivoire : Après quatre années de travaux, le barrage de Gribo-Popoli, érigé sur le fleuve Sassandra, est désormais opérationnel. Ce barrage, d'une puissance installée de 112 Mégawatts et une capacité de production annuelle estimée à 580 gigawattheures, intègre des innovations techniques et environnementales afin de réduire son impact sur la biodiversité, l'agriculture et la pêche. Ce projet vise à fournir une réponse durable à la demande d'électricité aussi bien en Côte d'Ivoire que dans la sous-région.

Source : www.gouv.ci

Décembre 2025 - Sénégal : La gestion budgétaire reste un point de vigilance majeur, suite à la réévaluation de la dette publique à 119% du PIB pour 2024. Ce ratio, supérieur aux estimations précédentes de la Cour des comptes, place le Sénégal parmi les pays les plus endettés du continent, malgré un dynamisme persistant dans la création d'entreprises.

Source : www.pressafrik.com

Décembre 2025 - Bénin : La modernisation du secteur agricole franchit un cap avec la généralisation de l'assurance agricole indiciaire. Adoptée en Conseil des ministres, cette mesure innovante vise à renforcer la résilience des producteurs face aux chocs climatiques de plus en plus fréquents.

Source : www.lematinal.bj

Décembre 2025 - Togo : Entamés depuis 2019, les travaux de modernisation du barrage hydroélectrique de Nangbéto sont achevés. Financé à hauteur de 39 millions d'euros, soit environ 25,5 milliards FCFA, par l'Allemagne à travers la banque KfW, le projet a permis de restaurer et moderniser la capacité de production électrique du barrage, pilier de l'alimentation énergétique du Togo et du Bénin.

Source : www.republiquetogolaise.com

Décembre 2025 – Togo : Le Groupe de la Banque mondiale a approuvé un financement de 150 millions de dollars (83,7 milliards FCFA) au profit du Togo, destiné à stimuler l'investissement privé et favoriser la création d'emplois de qualité. Les fonds, mobilisés grâce à l'Association internationale de développement (IDA), marquent le lancement d'une série programmatique prévue sur trois ans.

Source : www.togomatin.tg

Conclusion

L'espace UEMOA a affiché une dynamique globalement favorable en 2025, soutenue par une croissance robuste, la bonne performance des exportations, notamment de l'or et des hydrocarbures, et une amélioration notable du solde budgétaire et commercial à la faveur de l'évolution des cours des principales matières premières d'exportation de l'Union. Les secteurs productifs, en particulier l'agriculture et les industries extractives, ont joué un rôle moteur dans le renforcement de l'activité économique, dans un contexte de fort ralentissement de l'inflation, offrant ainsi un environnement macroéconomique relativement stable.

Cependant, d'importants défis persistent et pourraient fragiliser cette trajectoire positive. Parmi eux figurent la vulnérabilité aux chocs extérieurs, notamment la volatilité des prix des matières premières, la dépendance persistante de l'Union à quelques produits d'exportation, les perturbations climatiques affectant les récoltes, ainsi que les tensions géopolitiques et commerciales accrues au niveau mondial.

À cela s'ajoutent les contraintes structurelles internes, en particulier l'insuffisance dans la production énergétique, notamment dans le Sahel, la faiblesse de la transformation industrielle, les pressions sécuritaires dans certaines zones, et le recul des investissements publics en raison de marges budgétaires limitées.

Du point de vue conjoncturel, il s'agirait d'assurer : (i) le renforcement des systèmes d'information sur les marchés internationaux de matières premières, en particulier pour les principaux produits de base stratégiques ; (ii) la systématisation de politiques de stabilisation, efficaces et transparentes, face aux évolutions de l'offre internationale de produits de base et des cours internationaux ; (iii) la constitution de stocks stratégiques pour une limiter, de manière efficace, les effets immédiats des chocs externes sur l'activité et les ménages.

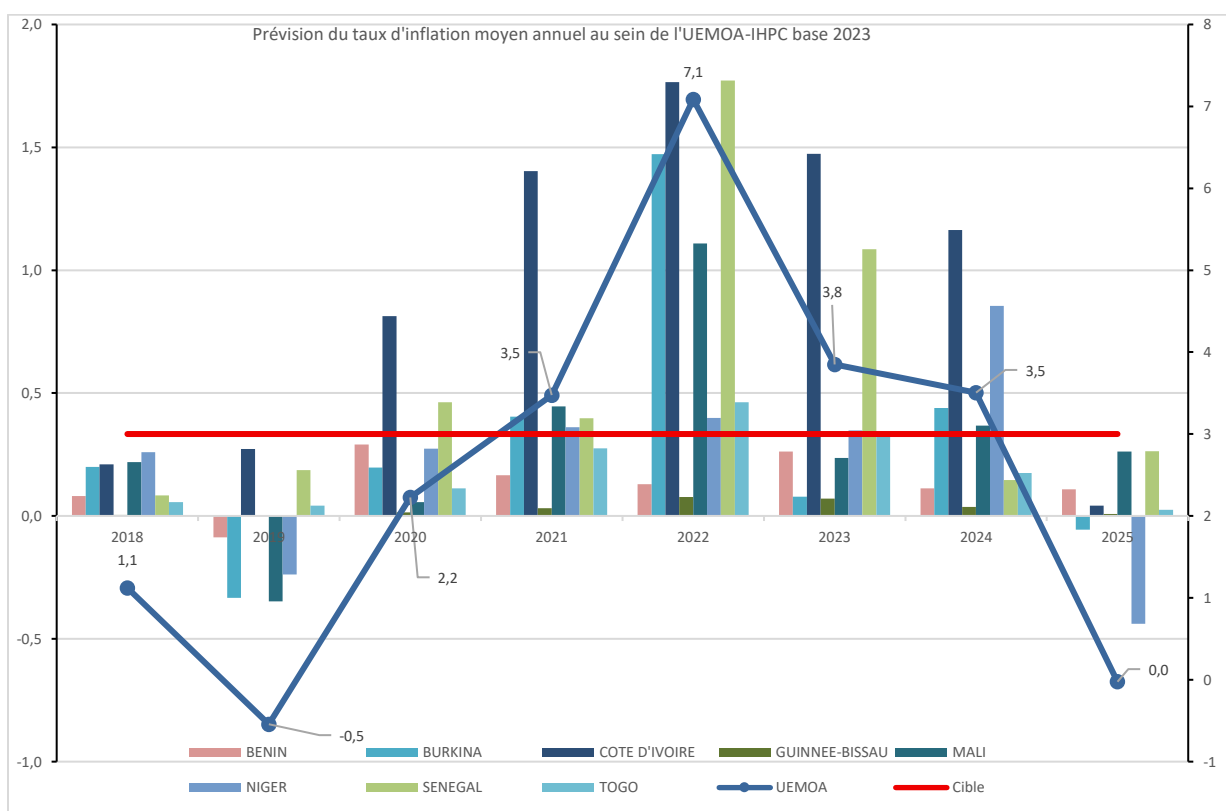
Sur le plus long terme, il s'agirait de : diversifier les exportations ; (ii) accélérer l'industrialisation ; (iii) renforcer la sécurité alimentaire ; (iv) améliorer l'accès à l'énergie, (v) améliorer la politique fiscale pour renforcer les recettes et élargir les marges de manœuvre budgétaires ; et (vi) soutenir un financement durable de l'économie, en renforçant les partenariats et attirer davantage les financements mondiaux à la faveur du climat.

Plus généralement, le renforcement de l'intégration régionale, la consolidation des réformes structurelles et la capacité des États à gérer efficacement les ressources issues des nouveaux gisements pétro-gaziers seront déterminants pour assurer une croissance inclusive et durable dans les années à venir.

La guerre déclenchée en février entre les États-Unis, Israël et l'Iran dans la région du Golfe confirme, d'ailleurs, la forte instabilité de l'environnement géopolitique mondial et rappelle, encore une fois, la vulnérabilité des économies de l'UEMOA aux chocs extérieurs. Dans un contexte où les tensions géostratégiques influencent directement les marchés de matières premières, les coûts de transport, l'inflation importée et les flux financiers internationaux, il devient essentiel pour les États de l'Union de renforcer leurs capacités d'anticipation et d'adaptation afin d'asseoir une résilience macroéconomique et d'accélérer la transformation structurelle des économies de la région.

ANNEXES

■ Sur l'IHPC régional



■ Sur le secteur extérieur

Evolution des exportations (en mds)

Etats membres	1T23	2T23	3T23	4T23	1T24	2T24	3T24	4T24	1T25	2T25	3T25	4T25
Bénin	177,9	167,5	151,9	142,0	241,6	211,4	111,5	121,0	148,2	118,5	91,1	122,7
Burkina Faso	688,2	684,9	617,0	695,4	838,2	817,1	814,4	951,6	1 370,3	1 555,5	1 449,7	2 054,6
Côte d'Ivoire	3 146,7	2 680,4	2 320,3	2 983,9	3 020,6	2 783,3	2 631,7	4 021,4	4 259,1	3 968,9	3 543,6	4 851,7
Guinée Bissau	0,0	0,0	80,8	16,3	2,9	54,0	43,5	4,0	3,9	62,4	65,4	8,6
Mali	581,8	607,1	666,8	573,7	525,5	560,2	472,0	442,1	525,9	623,6	742,1	1 286,4
Niger	129,3	87,0	38,6	29,1	44,6	41,5	170,9	360,7	359,4	263,4	331,4	280,4
Sénégal	818,8	685,4	595,0	589,6	734,2	699,6	785,9	1 066,6	1 237,9	1 261,9	1 105,0	1 633,3
Togo	211,8	212,3	192,3	256,4	209,8	212,1	213,3	193,0	259,3	223,9	249,1	253,5
UEMOA	5 754,5	5 124,6	4 662,9	5 286,3	5 617,4	5 379,3	5 243,2	7 160,3	8 164,0	8 078,2	7 577,4	10 491,2

Source : Correspondants nationaux des Etats.

Evolution des importations (en mds)

Etats membres	1T23	2T23	3T23	4T23	1T24	2T24	3T24	4T24	1T25	2T25	3T25	4T25
Bénin	728,1	660,4	574,9	656,7	586,6	507,6	578,6	561,5	725,0	505,7	531,3	483,3
Burkina Faso	890,7	886,1	895,5	975,0	918,7	908,9	1 010,5	1 063,5	969,1	1 058,7	1 126,1	1 129,8
Côte d'Ivoire	2 737,9	2 634,8	2 945,6	3 103,0	2 580,9	2 422,1	2 554,7	2 880,9	2 790,6	2 890,4	2 698,8	2 886,4
Guinée Bissau	35,1	42,8	17,8	34,2	34,1	42,9	34,0	35,1	39,5	46,4	33,9	45,7
Mali	724,1	961,6	1 158,9	1 046,4	916,8	907,6	938,0	946,7	858,2	1 000,8	1 086,5	867,4
Niger	686,3	577,8	530,4	160,1	187,7	250,2	205,9	269,1	291,0	294,2	292,1	353,4
Sénégal	1 562,9	1 440,8	1 625,8	1 796,8	1 518,4	1 467,6	1 544,1	1 832,3	1 665,4	1 507,9	1 506,3	1 910,6
Togo	447,6	449,6	445,5	448,5	467,7	453,2	509,9	476,9	444,7	461,3	505,0	536,4
UEMOA	7 812,8	7 654,0	8 194,4	8 220,7	7 210,8	6 959,9	7 375,8	8 066,0	7 783,4	7 765,4	7 779,8	8 213,0

Source : Correspondants nationaux des Etats.

Evolution du taux de couverture des importations par les exportations (en %)

Etats membres	1T23	2T23	3T23	4T23	1T24	2T24	3T24	4T24	1T25	2T25	3T25	4T25
Bénin	24,4	25,4	26,4	21,6	41,2	41,7	19,3	21,5	20,4	23,4	17,1	25,4
Burkina Faso	77,3	77,3	68,9	71,3	91,2	89,9	80,6	89,5	141,4	146,9	128,7	181,9
Côte d'Ivoire	114,9	101,7	78,8	96,2	117,0	114,9	103,0	139,6	152,6	137,3	131,3	168,1
Guinée Bissau	0,0	0,0	454,1	47,8	8,6	126,0	128,1	11,3	9,8	134,5	192,9	18,8
Mali	80,3	63,1	57,5	54,8	57,3	61,7	50,3	46,7	61,3	62,3	68,3	148,3
Niger	18,8	15,1	7,3	18,2	23,8	16,6	83,0	134,0	123,5	89,5	113,4	79,3
Sénégal	52,4	47,6	36,6	32,8	48,4	47,7	50,9	58,2	74,3	83,7	73,4	85,5
Togo	47,3	47,2	43,2	57,2	44,9	46,8	41,8	40,5	58,3	48,5	49,3	47,3
UEMOA	73,7	67,0	56,9	64,3	77,9	77,3	71,1	88,8	104,9	104,0	97,4	127,7

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des Correspondants nationaux des Etats.

Evolution du solde commercial (en mds FCFA)

Etats membres	1T23	2T23	3T23	4T23	1T24	2T24	3T24	4T24	1T25	2T25	3T25	4T25
Bénin	-550,2	-492,9	-423,0	-514,7	-345,0	-296,2	-467,1	-440,5	-576,8	-387,2	-440,2	-360,6
Burkina Faso	-202,6	-201,2	-278,4	-279,7	-80,5	-91,8	-196,1	-111,8	401,2	496,8	323,7	924,8
Côte d'Ivoire	408,7	45,5	-625,3	-119,2	439,7	361,3	77,0	1 140,5	1 468,5	1 078,4	844,8	1 965,4
Guinée Bissau	-35,1	-42,8	63,0	-17,8	-31,1	11,2	9,5	-31,2	-35,6	16,0	31,5	-37,1
Mali	-142,3	-354,5	-492,2	-472,7	-391,3	-347,3	-466,0	-504,6	-332,3	-377,2	-344,4	419,0
Niger	-557,0	-490,8	-491,8	-131,1	-143,1	-208,7	-35,0	91,6	68,4	-30,7	39,3	-73,0
Sénégal	-744,1	-755,4	-1 030,7	-1 207,2	-784,2	-768,1	-758,2	-765,7	-427,4	-246,0	-401,2	-277,3
Togo	-235,8	-237,4	-253,2	-192,1	-257,9	-241,0	-296,7	-284,0	-185,4	-237,4	-255,8	-282,9
UEMOA	-2 058,3	-2529,3	-3531,6	-2 934,4	-1593,4	-1580,7	-2132,6	-905,7	380,5	312,8	-202,4	2 278,2

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des Correspondants nationaux des Etats.